

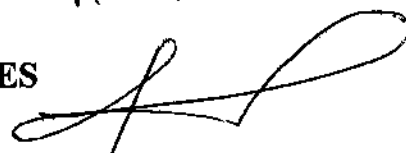
OO/HO  
**BURKINA FASO**

-----  
Unité-Progress-Justice

**DECRET N°2012- 751 /PRES/PM/MICA**  
portant adoption du Plan d'action 2012-2014  
de la Politique sectorielle de l'industrie, du  
commerce et de l'artisanat (POSICA).

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

V(846) N°0587



14/07/2012

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n°2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2012-122/PRES/PM du 23 février 2012 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- VU** le décret n° 2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2011-479/PRES/PM/MICA du 26 juillet 2011 portant organisation du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ;
- Sur** rapport du Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ;
- Le** Conseil des Ministres en sa séance du 30 mai 2012 ;

**DECRETE**

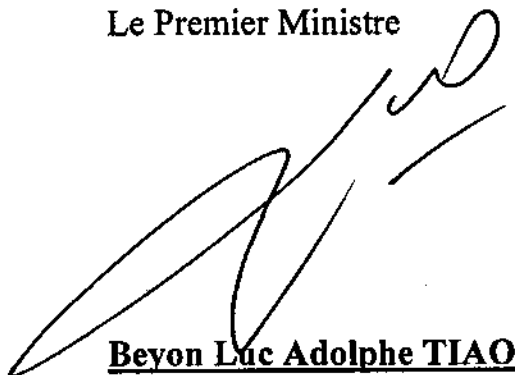
**ARTICLE 1 :** Est adopté le plan d'action 2012-2014 de la politique sectorielle de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (POSICA) dont le texte est joint en annexe au présent décret.

**ARTICLE 2 :**

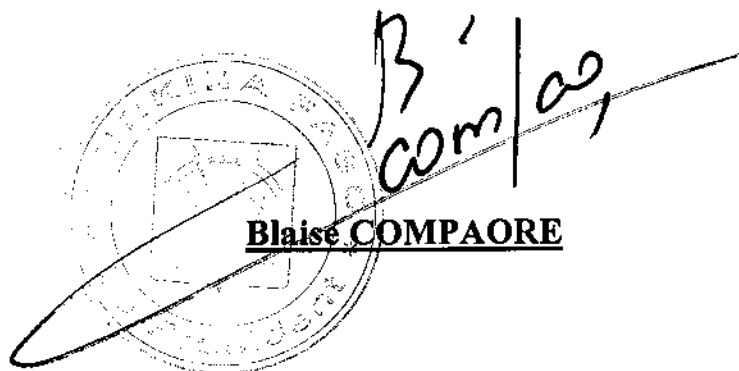
Le Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 24 septembre 2012

Le Premier Ministre



**Beyon Luc Adolphe TIAO**



**Blaise COMPAORE**

Le Ministre de l'industrie,  
du commerce et de l'artisanat



**Patiendé Arthur KAFANDO**

MINISTRE DE L'INDUSTRIE,  
DU COMMERCE ET DE  
L'ARTISANAT



BURKINA FASO

\*\*\*\*\*

*Unité - Progrès - Justice*

PLAN D'ACTION 2012-2014 DE  
LA POLITIQUE SECTORIELLE  
DE L'INDUSTRIE, DU  
COMMERCE ET DE  
L'ARTISANAT (POSICA)

AVRIL 2012

## **SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

<b>AGOA</b>	: African Growth and Opportunity Act
<b>AGSE</b>	: Assemblées Générales des Sociétés d'Etat
<b>APE</b>	: Accords de Partenariat Economique
<b>APEX-B</b>	: Agence de Promotion des Exportations du Burkina
<b>API</b>	: Agence de Promotion des Investissements
<b>APIT</b>	: Associations pour la Promotion des Inventions et Innovations Technologiques
<b>BRMN</b>	: Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau
<b>CAM</b>	: Commission d'Attribution des Marchés
<b>CASEM</b>	: Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
<b>CCI-BF</b>	: Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
<b>CCVA</b>	: Centre de Contrôle des Véhicules Automobiles
<b>CDPI</b>	: Centre de Documentation de la Propriété Intellectuelle
<b>CEFAC</b>	: Centre de Facilitation des Actes de Construire
<b>CEFORE</b>	: Centre de Formalités des Entreprises
<b>CMA-BF</b>	: Chambre des Métiers de l'Artisanat du Burkina Faso
<b>CMLS</b>	: Comité Ministériel de Lutte contre le SIDA
<b>CNATAC</b>	: Centre National d'Appui à la Transformation Artisanale du Coton
<b>CNCC</b>	: Commission Nationale de la Concurrence et de la Consommation
<b>CND CPI</b>	: Comité National de Développement et de Coordination de la Propriété Intellectuelle
<b>CNPA</b>	: Commission Nationale de Promotion de l'Artisanat
<b>CTAA</b>	: Centre Technique d'Appui à l'Artisanat
<b>CTP</b>	: Comité Technique Paritaire
<b>DAF</b>	: Direction de l'Administration et des Finances
<b>DCGU</b>	: Direction du Centre des Guichets Uniques
<b>DCPM</b>	: Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
<b>DEP</b>	: Direction des Etudes et de la Planification
<b>DGA</b>	: Direction Générale de l'Artisanat
<b>DGCE</b>	: Direction Générale du Commerce Extérieur

<b>DGCI</b>	: Direction Générale du Commerce Intérieur
<b>DGI</b>	: Direction Générale de l'Industrie
<b>DGPE</b>	: Direction Générale de la Promotion de l'Entreprise
<b>DGPI</b>	: Direction Générale de la Propriété Industrielle
<b>DGQM</b>	: Direction Générale de la Qualité et de la Métrologie
<b>DPG</b>	: Déclaration de Politique Générale
<b>DRH</b>	: Direction des Ressources Humaines
<b>DRICA</b>	: Direction Régionale de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
<b>EDIC</b>	: Etude Diagnostique sur l'Intégration Commerciale
<b>FRSIT</b>	: Forum de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique
<b>IGAE</b>	: Inspection Générale des Affaires Economiques
<b>IGS</b>	: Inspection Générale des Services
<b>JEB</b>	: Journée de l'Entrepreneuriat Burkinabè
<b>JNP</b>	: Journée Nationale du Paysan
<b>MEBF</b>	: Maison de l'Entreprise du Burkina Faso
<b>MEF</b>	: Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MFPTSS</b>	: Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
<b>MICA</b>	: Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
<b>MRSI</b>	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
<b>OAPI</b>	: Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
<b>OHADA</b>	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>OMC</b>	: Organisation Mondiale du Commerce
<b>OMPI</b>	: Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
<b>ONATEL</b>	: Office National des Télécommunications
<b>PAFASP</b>	: Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales
<b>PME</b>	: Petites et Moyennes Entreprises
<b>PMI</b>	: Petites et Moyennes Industries
<b>POSICA</b>	: Politique Sectorielle de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
<b>PRED</b>	: Programme de Restructuration des Entreprises en Difficulté

<b>PRM</b>	: Personne Responsable des Marchés
<b>PRMN</b>	: Programme de Restructuration et de Mise à Niveau
<b>PTF</b>	: Partenaires Techniques et Financiers
<b>RGSP</b>	: Rencontre Gouvernement Secteur Privé
<b>SCADD</b>	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
<b>SEHS</b>	: Société d'Exploitation Hôtelière Silmandé
<b>SIAO</b>	: Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou
<b>SIFEO</b>	: Salon International des Financements d'Entreprises de Ouagadougou
<b>SIRA</b>	: Système d'Information Régionale de l'Artisanat
<b>SITHO</b>	: Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou
<b>SNC</b>	: Semaine Nationale de la Culture
<b>SNE</b>	: Stratégie Nationale de Promotion des Exportations
<b>SOFITEX</b>	: Société Burkinabé des Fibres Textiles
<b>SONABHY</b>	: Société Nationale Burkinabè des Hydrocarbures
<b>SP/FCL</b>	: Secrétariat Permanent du suivi de la Filière Coton Libéralisée
<b>STFL</b>	: Société de Transformation de Fruits et Légumes
<b>TDR</b>	: Termes De Référence
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UNMO/CIR</b>	: Unité Nationale de mise en Œuvre du Cadre Intégré Renforcé
<b>UNPCB</b>	: Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso

## Sommaire

<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS</b> .....	2
<b>INTRODUCTION</b> .....	7
<b>I. PRESENTATION SUCCINCTE DE LA POSICA</b> .....	9
<b>I.1. LA VISION DE LA POSICA</b> .....	9
<b>I.2. LES PRINCIPES DIRECTEURS</b> .....	9
Le professionnalisme.....	9
La participation et la responsabilisation.....	9
Le développement de partenariat .....	10
La bonne gouvernance.....	10
L'unicité de pilotage.....	10
La priorisation des actions.....	10
La prise en compte des thèmes transversaux (genre, environnement,.....	11
droits humains).....	11
<b>I.3. LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES</b> .....	11
<b>I.4. LES OBJECTIFS</b> .....	12
<b>I.5. LES PROGRAMMES</b> .....	12
PROGRAMME 1 : INDUSTRIE.....	13
PROGRAMME 2 : COMMERCE.....	13
PROGRAMME 3 : ARTISANAT .....	14
PROGRAMME 4 : SECTEUR PRIVE.....	14
PROGRAMME 5 : PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MICA .....	15
<b>I.6. LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE</b> .....	15
1.6.1 Dispositif de pilotage et de suivi évaluation .....	15
<i>Dispositif de pilotage</i> .....	15
Schéma du dispositif de pilotage .....	17
<i>Rôle des instances du dispositif</i> .....	18
1.6.2 Composition et fonctionnement des instances.....	21
<i>Le Comité de Pilotage</i> .....	21
<i>Le Secrétariat Technique (ST)</i> .....	21
<i>Les Groupes Thématiques (GT)</i> .....	22
1.6.3 Le dispositif de suivi-évaluation.....	22
<i>Le suivi global</i> .....	22

<i>Le suivi opérationnel détaillé</i> .....	23
1.6.4 La stratégie de communication.....	23
1.6.5 Financement de la politique sectorielle .....	24
<b>I.7. LES CONDITIONS DE REUSSITE DE LA POLITIQUE</b> .....	24
<b>II. OPERATIONNALISATION DE LA POSICA</b> .....	24
<b>CONCLUSION</b> .....	25
Annexe 2 : Cadre logique de la politique sectorielle 2011-2020 du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) .....	60



## INTRODUCTION

Depuis les années 1991, le Burkina Faso a entrepris de vastes réformes économiques en vue de rendre son économie plus compétitive et intégrée à l'économie mondiale. Dans cette perspective la promotion des secteurs comme le commerce, l'industrie et l'artisanat est apparue comme une condition indispensable à l'accélération de la croissance économique et à l'insertion de l'économie nationale à l'économie mondiale. Dans cette dynamique l'Etat se doit de créer des conditions favorables pour une économie forte et durable en vue de la réduction de la pauvreté.

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), dans le cadre des réformes économiques, est responsable de la politique gouvernementale en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat. Pour mettre en œuvre cette politique, le MICA s'est doté d'un certain nombre de stratégies sectorielles telles que la stratégie du développement industriel, la stratégie de promotion de l'artisanat, la lettre de politique de développement du secteur privé, la stratégie nationale de promotion des exportations (SNE), la politique nationale qualité et son plan d'action de mise en œuvre, etc.

Ces différentes stratégies ont permis d'enregistrer des résultats fort appréciables, mais de nombreuses insuffisances demeurent dans les domaines de transformation, et/ou de valorisation des ressources locales ainsi que des échanges commerciaux.

Pour plus d'efficacité, le MICA, s'est doté d'une politique sectorielle cohérente avec la politique nationale de développement, visant à dynamiser et à rendre performante l'économie dans son ensemble. Elle constitue un cadre de référence définissant les objectifs, les orientations et les axes stratégiques dans le but de relever les défis de la diversification de l'économie burkinabé à travers un secteur privé dynamique, compétitif, créateur d'emplois et de richesses pour une économie émergente d'ici à 2020.

La politique sectorielle du MICA adoptée par le conseil des ministres en sa séance du 08 février 2012 a été élaborée de façon participative dans une démarche de planification stratégique, suivant deux grandes étapes :

- une phase diagnostique qui a permis de déceler les forces et les

faiblesses actuelles du MICA d'une part, et d'identifier les menaces et les opportunités dans les perspectives d'intervention du ministère d'autre part ;

- une phase d'élaboration des programmes, qui, à la lumière du diagnostic, a consisté à la formulation des politiques des secteurs d'intervention du ministère, la stratégie de mise en œuvre, de coordination et de suivi évaluation, la stratégie de communication et de mobilisation des ressources.

Pour sa mise en œuvre, le MICA a entrepris l'élaboration d'un plan d'actions opérationnel, détaillé, comprenant les objectifs, les activités, les échéances d'exécution, les synergies d'actions et les coûts en ressources financières et matérielles. Ce plan est bâti sur les trois secteurs que sont l'industrie, le commerce et l'artisanat avec à l'appui le secteur privé et le soutien au service du département.

Le présent rapport s'articule autour des points essentiels suivants :

- présentation succincte de la politique sectorielle de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (POSICA) ;
- opérationnalisation de la POSICA ;
- matrice 2012-2014 du plan d'action de la POSICA.

## **I. PRESENTATION SUCCINCTE DE LA POSICA**

### **I.1. LA VISION DE LA POSICA**

La vision globale retenue à travers la politique sectorielle est que : « **le Burkina Faso dispose d'un secteur privé dynamique, compétitif, créateur d'emplois et de richesses pour une économie émergente d'ici à 2020** ».

Cette vision s'inscrit dans le premier axe stratégique de la SCADD à savoir le « **Développement des piliers de la croissance accélérée** »

La réalisation de cette vision exige que le MICA assume efficacement sa mission en parfaite collaboration avec les autres acteurs du secteur, dans le respect d'un certain nombre de principes directeurs importants dans la réussite de tout programme de développement.

### **I.2. LES PRINCIPES DIRECTEURS**

#### **Le professionnalisme**

Le développement des compétences est un élément essentiel pour la réalisation des missions du MICA. A cet effet, les valeurs et aptitudes telles que la technicité, la probité, l'expérience et l'habileté dans les métiers internes doivent être développées pour faire en sorte que les agents se comportent conformément à la déontologie de leurs métiers. Le ministère, dans son rôle d'accompagnement du secteur privé, se doit d'être une institution efficace, flexible et prête à s'adapter au changement pour répondre au mieux aux attributions qui lui sont confiées et aux préoccupations du moment (montée des prix, vie chère, environnement commercial plus agressif, concurrentiel, instable, etc.) afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

#### **La participation et la responsabilisation**

La démarche participative implique la responsabilisation des acteurs. Il est essentiel que les acteurs représentés par les institutions et les directions du ministère planifient et conduisent efficacement la mise en œuvre des actions qui ressortent de leur compétence. Leur implication réelle et leur responsabilisation sont indispensables à l'atteinte des résultats escomptés à

travers la transformation des comportements et l'appropriation des nouveaux modes et outils de gestion stratégique.

### **Le développement de partenariat**

La stratégie de mise en œuvre de la politique sectorielle du MICA entend associer tous les acteurs concernés, notamment les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs), le secteur privé, les Organisations de la Société Civile (OSC), le secteur informel. A cet effet, il convient de renforcer et de développer le Partenariat Public-Privé, les Cadres de Concertation Tripartite et de capitaliser et renforcer les acquis de la rencontre gouvernement-secteur privé et ceux d'avec les PTF.

### **La bonne gouvernance**

La bonne gouvernance constitue un principe fort pour la bonne réussite de la politique sectorielle. La transparence, l'équité, l'obligation de rendre compte, la responsabilité, sont entre autres, des concepts clés à promouvoir et qui doivent guider dans la mise en œuvre de la POSICA.

### **L'unicité de pilotage**

La POSICA est pilotée par une instance unique chargée d'en orienter et d'en coordonner la mise en œuvre et d'assurer le suivi et l'évaluation des programmes et plans d'actions. L'unicité du pilotage est un facteur essentiel pour le contrôle du rythme et de la trajectoire des différentes réformes. Les cadres de concertation existant seront rationalisés pour éviter les doublons et redondances en la matière, source d'inefficacité et devront intégrer l'ensemble des structures rattachées, de missions et déconcentrées du MICA.

### **La priorisation des actions**

La définition rigoureuse de priorités pour les activités est un axe fort de la présente politique sectorielle. Cette priorisation sera effectuée en concertation avec les parties prenantes et tiendra compte, des enjeux, des capacités des services à mettre en œuvre les réformes en cohérence avec les référentiels de base.

## **La prise en compte des thèmes transversaux (genre, environnement, droits humains)**

La non prise en compte des thématiques transversales a souvent conduit à l'échec des stratégies adoptées et à l'accentuation des inégalités sociales. Pour une meilleure mise en œuvre de sa politique sectorielle, le MICA se doit de prendre en compte les questions de genre, d'environnement et des droits humains. Des mécanismes seront mis en place pour s'assurer de la prise en compte effective de ces thématiques dans la mise en œuvre de la POSICA.

### **I.3. LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES**

La POSICA repose sur l'orientation stratégique globale suivante **«créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique, compétitif, créateur d'emplois et de richesses»**. Cette orientation est déclinée en sous orientations stratégiques suivant les 3 secteurs.

L'orientation stratégique pour le secteur industriel est de **«développer une industrie intégrée et compétitive, génératrice de valeur ajoutée aux différentes matières premières»**. Les domaines ciblés sont principalement l'agriculture (agro-industries et textile), l'élevage (cuirs et peaux, élevage industriel) et les mines (or, manganèse, cuivre, bauxite) ainsi que l'énergie innovante (énergie solaire), la mécanique (outillage agricole et équipements domestiques), les pôles de croissance et les technologies de l'information et de la communication. Une telle orientation valorise et promeut la propriété industrielle. Elle vise en somme, à faire du Burkina Faso, un pays qui ajoute de la valeur aux différentes matières premières dont il dispose y compris la matière grise.

Pour ce qui est du secteur du commerce, l'orientation stratégique sera de **«promouvoir le potentiel commercial interne et externe du Burkina Faso tout en respectant les règles de la concurrence saine et transparente»**.

Pour le secteur de l'artisanat, l'orientation stratégique est de **«créer les conditions nécessaires à l'émergence d'artisans et d'entreprises artisanales, soutenus par un cadre institutionnel adapté à leur**

**développement, et contribuant davantage à l'économie nationale»** à travers une meilleure compétitivité de leurs produits aussi bien au plan national, sous-régional et international, s'appuyant sur la valorisation des produits locaux et du capital humain (emploi et formation professionnelle).

#### **I.4. LES OBJECTIFS**

L'objectif global de la POSICA est de **relever les défis de la diversification de l'économie burkinabé à travers un secteur privé dynamique et compétitif, créateur d'emplois et de revenus.** Les objectifs opérationnels/spécifiques suivants contribueront à l'atteinte de cet objectif global :

- développer une masse critique d'industries compétitives tournées vers la transformation des matières premières locales et exploitant les technologies émergentes ;
- promouvoir les filières porteuses pour accroître le potentiel commercial interne et externe du Burkina Faso ;
- développer le secteur de l'artisanat ;
- créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique ;
- renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MICA.

#### **I.5. LES PROGRAMMES**

La POSICA, qui ambitionne contribuer efficacement à la création des bases objectives d'un développement durable, se décline en cinq (05) programmes.

Chaque programme poursuit un objectif opérationnel du secteur et est subdivisé en actions. Ces programmes sont (suivant l'ordre des objectifs) déclinés ainsi qu'il suit :

1. Programme 1 : industrie ;
2. Programme 2 : commerce ;
3. Programme 3 : artisanat ;
4. Programme 4 : secteur privé ;
5. Programme 5 : pilotage et soutien aux services du MICA.

## **PROGRAMME 1 : INDUSTRIE**

Ce programme vise à développer une masse critique d'industries compétitives tournées vers la transformation des matières premières locales et exploitant les technologies émergentes. Pour atteindre cet objectif, les actions suivantes seront réalisées :

Action 1 : compétitivité des entreprises industrielles ;

Action 2 : développement des PME/PMI;

Action 3 : mise en place d'infrastructures de soutien à l'industrie;

Action 4 : informations et analyses sur l'industrie.

## **PROGRAMME 2 : COMMERCE**

Le programme commerce vise à promouvoir les filières porteuses pour accroître le potentiel commercial du Burkina Faso tant au niveau interne qu'externe. Il s'inscrit dans le cadre de la réalisation de l'une des missions du MICA qui consiste à mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de commerce. Il ambitionne diversifier les exportations à travers l'élargissement de la gamme des produits d'exportations et la conquête de nouveaux marchés et assurer aux produits burkinabè un environnement économique international propice à leur compétitivité.

Par ailleurs, il vise à assurer le fonctionnement optimum du marché national à travers la promotion des produits locaux et une concurrence saine et loyale.

Dans les années à venir, le programme s'exécutera à travers la mise en œuvre des actions suivantes :

Action 1 : promotion du commerce extérieur ;

Action 2 : participation aux négociations commerciales;

Action 3 : promotion du commerce intérieur ;

Action 4 : régulation de la concurrence ;

Action 5 : informations et analyses sur le commerce ;

Action 6 : appui à la mise en œuvre du Cadre Intégré Renforcé au Burkina Faso.

### **PROGRAMME 3 : ARTISANAT**

Ce programme vise le développement de l'Artisanat. Plusieurs actions seront mises en œuvre en vue de l'atteinte des objectifs de ce programme. Ce sont :

Action 1 : réglementation du secteur de l'artisanat,

Action 2 : organisation du secteur ;

Action 3 : formation des acteurs ;

Action 4 : insertion économique des jeunes et des femmes ;

Action 5 : financement du secteur ;

Action 6 : promotion commerciale des produits de l'artisanat ;

Action 7 : appui aux organismes institutionnels du secteur de l'artisanat.

### **PROGRAMME 4 : SECTEUR PRIVE**

Ce programme se justifie en ce sens qu'il est transversal et touche tous les secteurs de l'économie nationale. Son objectif est d'assurer les conditions favorables d'un développement du secteur privé et de l'entreprise au plan national.

Les actions prioritaires identifiées pour la mise en œuvre de ce programme se déclinent comme suit :

Action 1 : amélioration de l'environnement des affaires ;

Action 2 : identification et mise sur le marché des idées de projets ;

Action 3 : promotion de la propriété industrielle ;

Action 4 : renforcement des capacités des structures d'appui au secteur privé ;

Action 5 : gouvernance des entreprises ;

Action 6 : mise en place d'une infrastructure nationale qualité ; (normalisation, métrologie, évaluation de la conformité et accréditation) ;

Action 7 : appui aux organisations professionnelles et patronales.



## **PROGRAMME 5 : PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MICA**

Le programme « pilotage et soutien aux services du MICA » est destiné aux structures de pilotage, de coordination, de contrôle et d'appui. L'objectif du programme est de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MICA. Pour atteindre cet objectif, les actions suivantes seront mises en œuvre :

- Action 1 : coordination et pilotage ;
- Action 2 : gestion des ressources financières et matérielles ;
- Action 3 : gestion des ressources humaines ;
- Action 4 : communication ;
- Action 5 : planification et suivi-évaluation ;
- Action 6 : archivage et documentation ;
- Action 7 : déconcentration des services du MICA.

### **1.6. LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE**

La POSICA sera mise en œuvre à travers un plan d'action triennal glissant. Le plan d'action définira les ressources nécessaires à mobiliser dans un cadre temporel glissant de trois ans et contribuera à assurer l'atteinte des objectifs. Il s'inscrira également dans le respect des orientations de la politique sectorielle et des prévisions des activités du MICA. Pour ce faire, il permettra d'améliorer le système de suivi à court et moyen termes de la politique en optimisant le niveau d'exécution des programmes, actions et activités. Aussi, permettra-t-il d'apprécier les principaux changements induits par sa mise en œuvre à travers les revues annuelles et à mi-parcours organisées à cet effet.

#### **1.6.1 Dispositif de pilotage et de suivi évaluation**

Le dispositif de pilotage présente les instances et les modes de fonctionnement à mettre en place pour une exécution contrôlée et efficace de la POSICA et de son plan d'action.

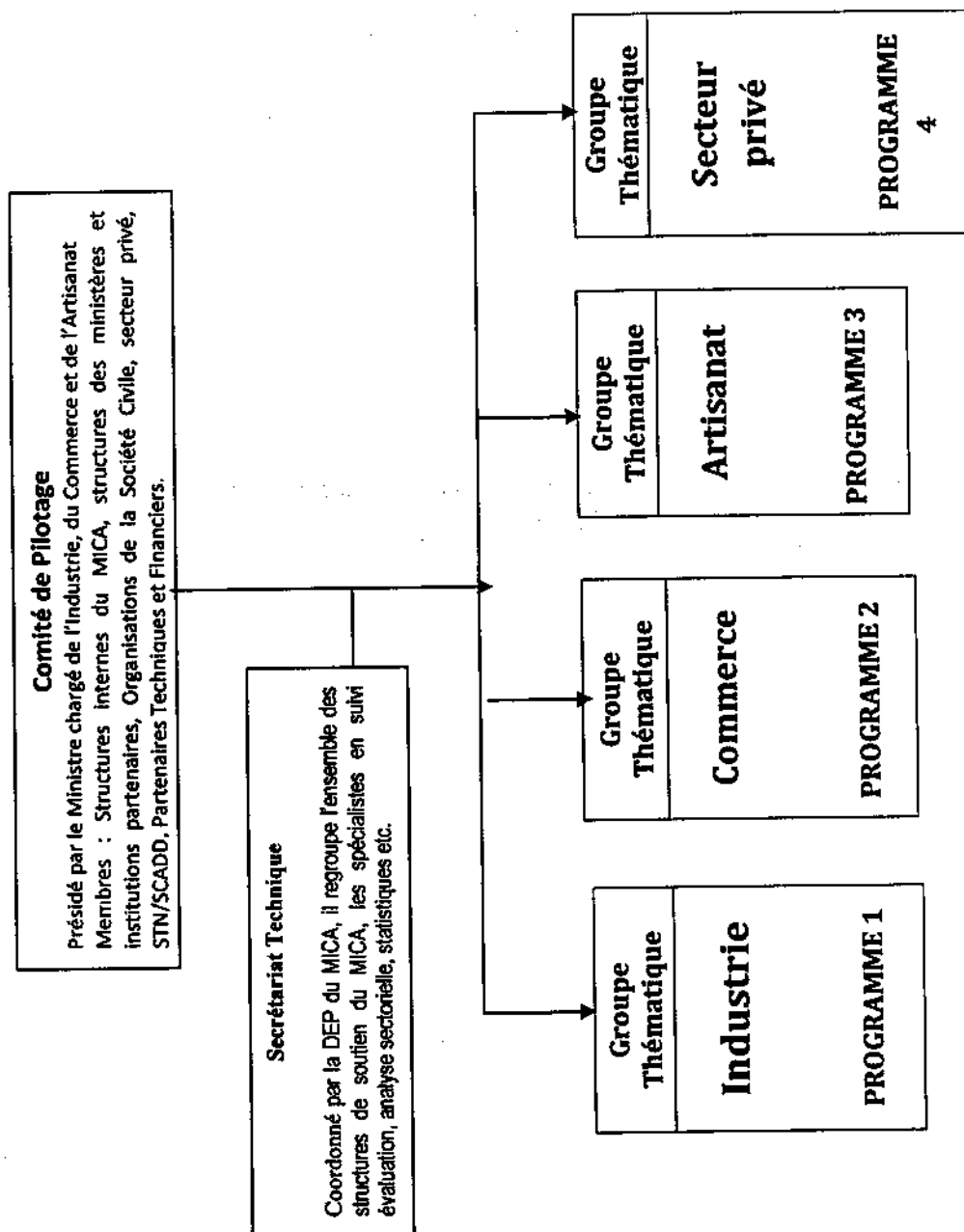
##### ***Dispositif de pilotage***

Le dispositif de pilotage traduit les principes directeurs de la POSICA en l'occurrence la responsabilisation des acteurs, la définition de priorités claires pour les activités, le partenariat et l'unicité du pilotage, etc.

Le Comité de Pilotage est appuyé par une structure permanente du Ministère chargé de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, en l'occurrence le Secrétariat Technique à travers la Direction des Etudes et de la Planification, chargée de faciliter la mise en œuvre par l'accompagnement des structures opérationnelles, la coordination des actions et le suivi - évaluation.

La création de Groupes thématiques spécialisés par programme ou groupe de programmes devrait faciliter la mise en œuvre des programmes de la POSICA en permettant de gérer les interrelations entre les activités participant à un même programme (ou un ensemble de programmes) et en constituant des espaces de partage de l'information et de recherche de solutions entre les structures opérationnelles en charge des activités et l'ensemble des partenaires intéressés ou concernés par les différentes thématiques.

# Schéma du dispositif de pilotage



La rationalisation sera un principe de base à observer pour la création et le fonctionnement des groupes thématiques.

***Rôle des instances du dispositif***

Le rôle des instances est défini par rapport à :

- la supervision et la prise de décision ;
- la facilitation à la mise en œuvre ;
- la communication ;
- le suivi opérationnel ;
- la mise en œuvre.

**Tableau 1 : Rôle des instances du dispositif de pilotage**

Instances	Rôles
Comité de Pilotage	<p><b>Supervision et prise de décision</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ supervise la mise en œuvre</li> <li>▪ oriente, arbitre et décide</li> <li>▪ décide de la réalisation d'études nécessaires à l'approfondissement des éléments de la POSICA</li> <li>▪ approuve les projets de plan d'action</li> </ul>
Secrétariat Technique	<p><b>Facilitation à la mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ assure l'efficacité des sessions du Comité de Pilotage</li> <li>▪ prépare les dossiers des sessions</li> <li>▪ assure le secrétariat des sessions</li> <li>▪ suit les décisions et les orientations</li> <li>▪ appuie les Groupes thématiques et les structures opérationnelles pour la réalisation des activités</li> <li>▪ assure en relation avec les structures opérationnelles la préparation des projets de plan d'action et de CDMT sectoriel</li> </ul> <p><b>Suivi opérationnel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ s'assure de la bonne mise en œuvre des activités et du respect du calendrier du plan d'action</li> <li>▪ réalise le suivi-évaluation interne</li> <li>▪ suit l'exécution du budget annuel du plan d'action</li> </ul>

	<p><b>Communication</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prépare et met en œuvre le plan de communication, en relation avec la DCPM</li> <li>▪ gère la relation avec les Partenaires Techniques et Financiers</li> </ul>
<b>Groupes Thématiques</b>	<p><b>Mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ mettent en commun les éléments d'exécution des actions et des activités par les structures opérationnelles, partagent les expériences et recherchent des solutions aux problèmes rencontrés,</li> <li>▪ assurent le suivi de la mise en œuvre des activités placées sous leur responsabilité directe,</li> <li>▪ préparent les projets du plan d'action de la POSICA et de CDMT pour les programmes dont ils ont la charge,</li> <li>▪ préparent les synthèses d'exécution des programmes à destination du Comité de Pilotage</li> </ul> <p><b>Communication</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ participent à la préparation et à l'animation des ateliers et des colloques pour les programmes qui les concernent.</li> </ul>

## **1.6.2 Composition et fonctionnement des instances**

### ***Le Comité de Pilotage***

Le Comité de Pilotage est présidé par le Ministre chargé de l'industrie, du commerce et de l'artisanat et, par délégation, par le Secrétaire Général du département, membre du Comité de Pilotage. Il est composé de membres permanents et de membres observateurs.

Les membres permanents comprennent : les Conseillers Techniques, les responsables des directions générales et centrales et des structures rattachées et de mission, les inspecteurs techniques des services, les représentants des structures partenaires impliquées dans la mise en œuvre du plan d'action, le chef de file de la Troika des PTF, le secteur privé, les Organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur et le Secrétariat Technique National/SCADD. Les présidents des Groupes Thématiques et le Directeur des Etudes et de la Planification (Coordonnateur Technique du Secrétariat Technique), sont membres permanents du Comité de Pilotage. Les partenaires sociaux légalement constitués se désigneront.

Le Comité de Pilotage se réunit en session ordinaire deux fois par an pour effectuer la revue du plan d'action, sur la base d'un rapport préparé à cet effet par le Secrétariat Technique à partir des résultats des travaux des Groupes Thématiques.

Le secrétariat des travaux du comité est assuré par la Direction des Etudes et de la Planification (DEP) qui en rédige les comptes rendus des débats, comportant en annexe un relevé des décisions et orientations dont la mise en œuvre, suivie par le Secrétariat Technique, constitue la « Feuille de Route » des Groupes Thématiques et des structures opérationnelles.

### ***Le Secrétariat Technique (ST)***

Le Secrétariat Technique du comité de pilotage est assuré par la DEP du Ministère de l'Industrie, du Commerce et l'Artisanat. Cette direction aura en son sein des cadres spécialisés désignés par programmes ou ensemble de programmes relevant des Groupes Thématiques.

La fonction de suivi-évaluation sera assumée conjointement par les cadres des autres directions.

Un outil de suivi intégré sera déployé dans l'ensemble des structures pour améliorer les capacités de planification, d'exécution et de compte rendu.

### ***Les Groupes Thématiques (GT)***

Les Groupes Thématiques sont chargés de réfléchir sur des thématiques concernant les programmes budgétaires mis en œuvre pour atteindre les résultats du plan d'action de la POSICA. Ils ont pour rôle de faciliter la mise en œuvre des activités par le partage des expériences, les échanges de point de vue, la recherche de solutions.

Les Groupes Thématiques se réunissent trimestriellement ou chaque fois que de besoin sur les thématiques sous leur responsabilité.

### **1.6.3 Le dispositif de suivi-évaluation**

Le suivi-évaluation porte sur le suivi global de la mise en œuvre de la POSICA et la mesure des résultats obtenus, et sur le suivi détaillé de réalisation des activités.

#### ***Le suivi global***

La supervision de la mise en œuvre du plan d'action de la POSICA fait partie des responsabilités du Comité de Pilotage qui l'exerce sur la base des informations contenues dans les documents de synthèse préparés par le Secrétariat Technique et, éventuellement, de rapports d'évaluation externe réalisés par des évaluateurs indépendants.

Un document de synthèse structuré par programme (matrice d'activités) sera préparé par le Secrétariat Technique à partir du suivi opérationnel effectué par les cadres assurant le secrétariat des Groupes Thématiques et par relation directe avec les structures.

La matrice d'activités fera l'objet d'une revue à mi-parcours sur une base semestrielle, ce qui pourra se traduire par des modifications de calendrier, un recadrage des activités et la mobilisation d'appuis complémentaires.

Des revues externes de suivi/évaluation seront réalisées périodiquement : une première revue axée sur le fonctionnement du dispositif (aspects organisationnels) et des revues d'évaluation tous les deux ou trois ans de la mise en œuvre du plan d'action de la POSICA, sur la base des indicateurs du cadre logique.



### ***Le suivi opérationnel détaillé***

Le suivi opérationnel est réalisé par les structures et les Groupes Thématiques avec l'aide du Secrétariat Technique.

Dès l'inscription de la tranche annuelle au budget, chaque structure intègre ses fiches d'activités dans son programme d'activités annuel.

La mise à jour des fiches d'activités, notamment les dates des principales réalisations intermédiaires, doit permettre d'identifier les risques de retard pour prendre à temps des mesures correctrices au niveau de la structure ou au niveau du Comité de Pilotage suivant l'importance de la difficulté. Cette mise à jour apporte également l'information de base nécessaire au Secrétariat Technique pour préparer l'actualisation semestrielle de la matrice d'activités. Le suivi des réalisations permettra de mesurer l'état d'avancement des activités représentant ainsi un objectif à atteindre par les structures.

Les Groupes Thématiques auront à élaborer à partir des fiches d'activités, des matrices d'activités par programme dont la consolidation donnera la matrice d'activités de la POSICA.

#### **1.6.4 La stratégie de communication**

La communication externe et interne sur le plan d'action de la POSICA est essentielle pour renforcer la compréhension et l'adhésion de tous, gage d'une appropriation continue.

La stratégie de communication est définie pour satisfaire les besoins d'information qui devront être plus ou moins détaillés en fonction des bénéficiaires : le public, les partenaires techniques et financiers et les services concernés de l'administration et des structures partenaires.

Les besoins en information (le degré de détails demandés et la fréquence des rapports) varieront en fonction de ces trois différents niveaux. Cette communication doit rester sous le contrôle du Secrétariat Technique.

Pour structurer et préciser ces éléments, il pourrait être fait appel à un prestataire externe, spécialiste en communication, pour développer une stratégie de communication.

### **1.6.5 Financement de la politique sectorielle**

La POSICA sera financée par le budget de l'Etat et la contribution des PTF. Le financement sera basé sur une planification budgétaire pluriannuelle pour mettre en évidence la prévision des besoins. Les PTF et les autres partenaires inscriront leurs contributions dans les priorités du ministère de manière à s'assurer de leur compatibilité avec les objectifs stratégiques du gouvernement.

### **1.7. LES CONDITIONS DE REUSSITE DE LA POLITIQUE**

Pour la réussite de la POSICA, huit (08) conditions ont été jugées primordiales. Il s'agit de:

- l'existence d'un Etat fort et de droit et d'un environnement sous régional de paix ;
- l'accélération de l'intégration régionale comme facteur de croissance et de développement ;
- l'érection d'une éducation d'élite, des formations aux métiers et d'une alphabétisation de masse ;
- le développement d'une agriculture et d'un élevage doublements verts ;
- l'avènement des technopoles et le respect des règles de propriété industrielle ;
- la mise en place d'infrastructures matérielles et institutionnelles ;
- la mise en œuvre des grands projets structurants ;
- le fondement des réflexions et de l'action sur la théorie de la «croissance endogène».

## **II. OPERATIONNALISATION DE LA POSICA**

Pour l'opérationnalisation de la POSICA, le principe de la programmation triennale glissante a été retenu pour tenir compte du caractère dynamique de l'environnement des affaires.

Le plan d'action 2012-2014 de la POSICA est un ensemble d'activités arrimées à des actions qui elles-mêmes sont rattachées aux programmes.

Pour le présent plan d'actions triennal, le budget prévisionnel est de 167 803 690 333 FCFA, soit :

- 33 138 070 458 FCFA en 2012
- 72 576 362 824 FCFA en 2013

**- 62 089 257 051 FCFA en 2014**

Les éléments de programmation financière seront actualisés périodiquement lors de différentes revues de la POSICA.

Ce plan d'action, qui a été élaboré suivant l'approche budget-programme retenu par le Burkina Faso, est structuré suivant les programmes suscités et subdivisés en 31 actions.

La programmation des activités a défini pour chacune d'elles :

- la structure responsable et les structures partenaires ;
- le chronogramme d'exécution ;
- la programmation financière ;
- les sources de financements.

Le plan d'action 2012-2014 est complété par une matrice de cadre logique qui met en exergue :

- la logique d'intervention ;
- les indicateurs de performance ;
- les sources de vérification ;
- les hypothèses et les risques.

## **CONCLUSION**

Le présent plan d'action de la POSICA se veut être le cadre d'opérationnalisation des orientations du Gouvernement dans les secteurs de l'industrie, du commerce et de l'artisanat pour la période 2012-2014.

Sa mise en œuvre permettra au MICA de contribuer significativement à relever le grand défis décliné dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) et le Plan d'Action du Gouvernement pour l'Emergence et le Développement Durable (PAGEDD), qui est celui de l'accélération de la croissance et de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) afin de placer le Burkina Faso sur les sentiers de l'émergence et du développement durable.

La mise en œuvre de cet ambitieux plan d'action nécessite l'implication de tous les acteurs, une synergie d'actions et le renforcement des capacités du MICA pour plus d'efficacité et d'efficience dans la conduite des activités.

Le MICA en charge du secteur privé se doit de tout mettre en œuvre pour la réalisation de l'objectif global de la POSICA qui est de **«relever les défis de la diversification de l'économie burkinabé à travers un secteur privé dynamique et compétitif, créateur d'emplois et de revenus»**.

# **DOCUMENTS ANNEXES**

## **ANNEXE 1 : MATRICE DU PLAN D'ACTION 2012 – 2014 DE LA POSICA 2020**



Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière				
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014		
1.1.9	Développer une stratégie de partenariat avec les grandes multinationales ***	DGI/CCI-BF/ MEBF/MEF			X	X	X	50 000 000	75 000 000	75 000 000	200 000 000
1.1.10	Réaliser l'étude de faisabilité et mettre en place un fonds d'industrialisation ***	DGI				X	X	20 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000	5 020 000 000
1.1.11	Mettre en place des unités industrielles ou semi industrielles de fabrication locale d'engrais***	DGI/CN- CFC/DGPER		X	X	X	X	50 000 000	70 000 000	100 000 000	220 000 000
1.1.12	Mettre en place des unités de traitement des amandes de karité***	DGI/MEDD/ DGPER		X	X	X	X	150 000 000	750 000 000	1 500 000 000	2 400 000 000
1.1.13	Relire et diffuser le code des investissements***	DGI/DGI/MEF				X	X	-	30 000 000	30 000 000	60 000 000
1.1.14	Encourager la création des unités de transformation agro-industrielles***	DGI/DGPER/ MAH			X	X	X	500 000 000	500 000 000	2 000 000 000	3 000 000 000
1.1.15	Elaborer et mettre en oeuvre la politique de développement des pôles de compétitivité régionale***	DGI/DRICA/DGPE /CCI-BF/MEBF			X	X	X	54 000 000	54 000 000	54 000 000	162 000 000
1.1.16	Poursuivre le processus d'implantation de l'usine de filature de Bobo-Dioulasso *	SP/FCL/ DGI/DRICA		X	X	X	X	30 000 000	30 000 000	30 000 000	90 000 000
1.1.17	Suivre la mise en oeuvre des recommandations des sessions du Conseil Présidentiel de l'investissement	DGI	X	X	X	X	X	5 000 000	10 000 000	15 000 000	30 000 000
1.1.18	Mettre en place l'usine de transformation de fruits et légumes de Loubila *	DGI/STFL	X	X	X	X	X	1 503 000 000	3 618 801 990	1 381 893 490	6 503 695 480
1.1.19	Implanter une unité industrielle de production de biogaz au sein de l'AFO	SOGEO		X	X	X		312 000 000	1 000 000 000		1 312 000 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014
1.2	Action 2: Développement des PME/PMI						1 584 000 000	2 198 000 000	2 020 000 000	5 802 000 000
1.2.1	Adopter et mettre en œuvre la charte des PME/PMI ***	DGI/DRICA/CGA/ MEBF/CCI-BF	X	X	X		5 000 000	15 000 000	5 000 000	25 000 000
1.2.2	Appuyer la création et le développement des PME/PMI ***	DGI/MEBF	X	X	X		65 000 000	109 000 000	109 000 000	283 000 000
1.2.3	réaliser des actions de recherche de partenariat au profit des initiatives de création de PME/PMI ***	DGI/MICA/ CCI-BF/ MEBF	X	X	X		40 000 000	40 000 000	40 000 000	120 000 000
1.2.4	valoriser les acquis de la recherche sur les produits locaux en vue de favoriser les initiatives de création de PME/PMI ***	DGPI/DGI/MRSI		X	X		29 000 000	29 000 000	29 000 000	87 000 000
1.2.5	Promouvoir le secteur industriel et les PME / PMI dans la région de l'ouest	DRICA/DGI		X	X		5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
1.2.6	Organiser des missions de prospection dans les pays de la sous-région sur les technologies appropriées adaptées aux PME/PMI	DGI/DGPER			X		-	15 000 000	15 000 000	30 000 000
1.2.7	Elaborer et mettre en œuvre des instances d'accompagnement de filières (Un centre technique agro alimentaire, Un centre technique textile)	DGI/CCI-BF/MEF/ DGPER			X		-	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000
1.2.8	Appuyer la FIAB dans la promotion des produits locaux transformés	DGI			X		-	50 000 000	-	50 000 000
1.2.9	Offrir aux promoteurs des PME/PMI des produits financiers innovants et diversifiés sous forme de crédits et de fonds de bonification	AFP-PME		X	X		1 223 000 000	1 344 000 000	1 226 000 000	3 793 000 000
1.2.10	Offrir des services non financiers (Formations, appui-conseils...) aux promoteurs des PME/PMI	AFP-PME		X	X		217 000 000	91 000 000	91 000 000	399 000 000



Identifiants (codes)*	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014
1.3	Action 3: Mise en place d'infrastructures de soutien à l'industrie						1 600 000 000	3 505 000 000	3 805 000 000	8 910 000 000
1.3.1	Créer et mettre en œuvre des technopoles ***	CCI-BF/DGI/MRSI			X	X			2 800 000 000	5 300 000 000
1.3.2	Poursuivre la viabilisation des zones industrielles de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ***	DG/DRICA	X	X	X	X	1 500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	3 500 000 000
1.3.3	Prospecter de nouveaux sites en vue de la création de nouvelles zones industrielles dans les différentes régions du Burkina Faso hormis Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	DGI/DRICA			X	X		5 000 000	5 000 000	10 000 000
1.3.4	Réaliser une étude technique de faisabilité de la deuxième phase du port sec de Bobo-Dioulasso *	CCI-BF/ DGI/ DRICA					50 000 000	-	-	50 000 000
1.3.5	Réaliser une étude pour la création d'un port sec multimodal dans la région du Centre *	CCI-BF/DGI					50 000 000	-	-	50 000 000
1.4	Action 4: Informations et analyses sur l'industrie						105 000 000	370 000 000	320 000 000	795 000 000
1.4.1	Constituer une banque de données sur l'industrie	DGI/CCI-BF/CEFORE/INSD			X	X		50 000 000	30 000 000	80 000 000
1.4.2	Produire et diffuser les rapports sur l'industrie	DGI/CCI-BF/CEFORE		X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
1.4.3	Accroître les actions de communication et de promotion dans les grandes places d'investissements **	DGI/CCI-BF/MEBF		X	X	X	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000
1.4.4	Organiser des rencontres d'information, de sensibilisation et de formation des opérateurs économiques	DGI, CCI-BF/MEBF			X	X		15 000 000	15 000 000	30 000 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires		Programmation physique				Programmation financière			
				2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
1.4.5	Renforcer les capacités administratives de suivi évaluation des programmes de développement du secteur industriel : (i) au plan sectoriel, (ii) au plan national, (iii) au plan régional	DGI/MAH/MRSI			X	X	-	50 000 000	50 000 000	100 000 000	
1.4.6	Elaborer des fiches de projets liées à la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux porteurs et en assurer la promotion interne et externe	DGI/MRSI/DGPER			X	X	-	90 000 000	60 000 000	150 000 000	
1.4.7	Elaborer des fiches de projets liés à la fabrication d'outils de production agricole et industrielle et en assurer la promotion interne et externe	DGI/MERSI/DGPER			X	X	-	60 000 000	60 000 000	120 000 000	
2	PPROGRAMME 2: COMMERCE						5 835 384 450	7 081 623 300	3 803 120 000	16 720 127 750	
Objectif stratégique : Promouvoir le potentiel commercial interne et externe du Burkina Faso											
2.1	Action 1: Promouvoir le commerce extérieur						1 025 400 000	2 140 650 000	588 900 000	3 754 950 000	
2.1.1	Elaborer et mettre en œuvre les stratégies sectorielles et des plans d'investissements pour les filières porteuses identifiées dans la SNE ***	APEX-B/ DGCE/DRICA/ UNMO- CIR/DGPER	X	X	X	X	15 000 000	50 000 000	50 000 000	115 000 000	
2.1.2	Conduire les exportateurs à des missions de prospection commerciale pour les filières porteuses identifiées dans la SNE ***	APEX-B/ DGCE/ CCI-BF/ MEBF /DRICADGPER	X	X	X	X	11 000 000	30 000 000	50 000 000	91 000 000	
2.1.3	Participer aux manifestations commerciales au niveau régional et international (Faires...)	APEX-B/ CCI-BF/ DGCE/DGPER	X	X	X	X	45 000 000	55 000 000	75 000 000	175 000 000	

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
2.1.4	Organiser des manifestations commerciales internationales au Burkina Faso *	APEX-B/ CCI-BF/ DGCE/DGPER	X	X	X	X	120 000 000	30 000 000	150 000 000	300 000 000
2.1.5	Réaliser une étude de faisabilité pour la création d'un fonds de soutien à la promotion des exportations *	APEX-B	X	X	X		30 000 000	-	-	30 000 000
2.1.6	Mettre en place le fonds de soutien à la promotion des exportations	APEX-B		X			-	500 000 000	-	500 000 000
2.1.7	Renforcer les capacités des acteurs de l'exportation	APEX-B/ CCI-BF DGCE/DRICA/ Comité Genre		X	X	X	37 500 000	47 500 000	67 500 000	152 500 000
2.1.8	Renforcer les capacités opérationnelles des femmes exportatrices du Burkina Faso	APEX-B /DGCE/ Comité Genre		X	X	X	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000
2.1.9	Préparer et organiser la Journée de l'exportateur	APEX-B		X	X		1 000 000	15 000 000	15 000 000	31 000 000
2.1.10	Promouvoir les produits "Fabriqués en Afrique" et diffuser le slogan "Acheter les produits fabriqués en Afrique"	DGCE				X	1 500 000	25 000 000	25 000 000	51 500 000
2.1.11	Contribuer à la réduction des barrages routiers	DGCE	X	X	X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000
2.1.12	Contribuer à la mise en place et à l'opérationnalisation des postes de contrôles juxtaposés	DGCE/CCI-BF	X	X	X	X	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000
2.1.13	Créer une marque de franchise « 100% Burkina » **	APEX-B		X	X	X	2 100 000	1 150 000	-	3 250 000
2.1.14	Consolider et renforcer le Trade Point	APEX-B					15 500 000	12 000 000	12 000 000	39 500 000
2.1.15	Contribuer à la mise en œuvre des activités du Fonds Commun pour les produits de base	CN/CFC		X	X	X	22 500 000	30 000 000	30 000 000	82 500 000
2.1.16	Contribuer au développement des filières paprika et sésame, coton au Burkina Faso	CN/CFC		X	X	X	607 000 000	1 206 000 000	400 000 000	2 213 000 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
2.1.17	Suivre l'exécution du Protocole d'accord portant cahier des charges applicables aux opérateurs de la filière coton au Burkina	SP/FCL	X			X	10 000 000	15 000 000	15 000 000	40 000 000
2.1.18	Organiser les réunions semestrielles de concertation avec les partenaires de la filière coton	SP/FCL	X			X	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
2.1.19	Conduire le processus de restructuration de la SOFITEX *	SP/FCL	X			X	5 000 000	5 000 000	-	10 000 000
2.1.20	Conduire à terme le processus de réajustement des zones cotonnières *	SP/FCL	X			X	5 000 000	-	-	5 000 000
2.1.21	Suivre la mise en œuvre de l'agenda coton textile de l'UEMOA *	SP/FCL	X			X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
2.1.22	Opérationnalisation de l'étude prospective sur le coton	SP/FCL				X	-	50 000 000	30 000 000	80 000 000
2.1.23	élaborer et mettre en œuvre une stratégie d'exportation sous AGOA avec participation aux rencontres ***	DGCE/DRICA				X	53 300 000	25 000 000	25 000 000	103 300 000
2.2	Action 2: Participation aux négociations commerciales						296 770 000	424 270 000	324 270 000	1 045 310 000
2.2.1	Renforcer les capacités du personnel en charge des négociations commerciales	DGCE/DRICA				X	44 400 000	44 400 000	44 400 000	133 200 000
2.2.2	Assurer le fonctionnement de la cellule nationale de suivi et de la coordination de la mise en œuvre des accords de l'OMC	DGCE/DRICA				X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000
2.2.3	Participer et suivre les activités des organismes internationaux (OMC, CNUCED, OCI, CCI ...)	DGCE/DRICA				X	29 025 000	29 025 000	29 025 000	87 075 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014
2.2.4	Identifier les produits sensibles du Burkina Faso dans le cadre des négociations commerciales	DGCE/DRICA	X	X	X	X	6 650 000	6 650 000	6 650 000	19 950 000
2.2.5	Suivre le dossier coton à l'OMC	DGCE/SP-FCL	X	X	X	X	40 000 000	50 000 000	50 000 000	140 000 000
2.2.6	Réaliser une étude d'évaluation et d'impact de la politique commerciale sur la structure des exportations du Burkina Faso	DGCE/DRICA			X			50 000 000		50 000 000
2.2.7	Réaliser une étude d'identification des produits dont les taux appliqués dépassent les taux consolidés et faire des propositions dans le cadre d'une renégociation des taux au sein de l'OMC	DGCE/DRICA			X			50 000 000		50 000 000
2.2.8	Réaliser une étude d'identification des entraves aux échanges intra-régionaux (UEMOA – CEDEAO) et mettre en œuvre les recommandations de l'étude	DGCE/DRICA		X	X		20 000 000	50 000 000	50 000 000	120 000 000
2.2.9	Participer et suivre les négociations commerciales dans le cadre des organisations d'intégration régionales et sous régionales (UA, CEDEAO, UEMOA, etc.) *	DGCE/DRICA	X	X	X		31 500 000	18 500 000	18 500 000	68 500 000
2.2.10	Participer aux négociations commerciales sur les Accords de Partenariats Economie (APE) *	DGCE		X	X	X	20 745 000	20 745 000	20 745 000	62 235 000
2.2.11	Assurer le fonctionnement du Comité APE *	DGCE	X	X	X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000
2.2.12	Organiser un séminaire sur le Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) à l'endroit des acteurs nationaux	DGCE			X	X	6 650 000	6 650 000	6 650 000	19 950 000
2.2.13	Participer aux travaux des commissions mixtes de Coopération Bilatérale	DGCE/DRICA	X	X	X	X	12 800 000	10 000 000	10 000 000	32 800 000
2.2.14	mettre en place et gérer une base de données de coopération bilatérale	DGCE/DRICA			X	X	15 000 000	13 300 000	13 300 000	41 600 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014		
2.2.15	contribuer à la mise en place et à l'harmonisation d'une meilleure réglementation des investissements	DGCE/DRICA	X	X	X	X	X	X	20 000 000	20 000 000	60 000 000
2.2.16	Contribuer à la mobilisation des ressources en vue de l'élaboration des projets d'infrastructures multipays	DGCE/DRICA		X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	10 000 000
2.2.17	participer aux activités relatives à la surveillance commerciale multilatérale	DGCE/DRICA	X	X	X	X	X	X	10 000 000	10 000 000	30 000 000
2.3	Action 3: Promotion du commerce Intérieur								2 172 870 000	2 505 000 000	6 992 870 000
2.3.1	Organiser les foires agro-sylvo-pastorales et artisanales *	DGCI/DRICA/D GPER		X	X	X	X	X	350 000 000	435 000 000	1 260 000 000
2.3.2	Soutenir l'organisation d'espaces forains	DGCI	X	X	X	X	X	X	25 000 000	25 000 000	75 000 000
2.3.3	Réaliser une étude sur les circuits de distribution des produits ***	DGCI/DRICA/D GPER		X	X				67 870 000	-	67 870 000
2.3.4	Etablir une cartographie des marchés du Burkina Faso	DGCI/DRICA				X	X	X	50 000 000	55 000 000	105 000 000
2.3.5	Mettre en place des comptoirs d'achat des produits locaux	DGCI/DRICA/ APEX-B/DGPER				X	X	X	100 000 000	100 000 000	300 000 000
2.3.6	Renforcer les capacités des organisations faitières pour une participation efficace aux foires et autres manifestations commerciales	DGCI/DGA/ DRICA/DGPER		X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	15 000 000
2.3.7	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie d'incitation à la consommation des produits locaux ***	DGCI/DRICA/D GPER		X	X	X	X	X	150 000 000	180 000 000	505 000 000
2.3.8	Organiser la semaine commerciale promotionnelle des produits locaux	APEX-B/ DGCI				X			70 000 000	70 000 000	210 000 000
2.3.9	Réaliser une étude d'impact des manifestations commerciales sur la promotion des produits locaux	DGCI/DGA/ DRICA						X	-	10 000 000	10 000 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
2.3.10	Finaliser le recrutement d'un partenaire technique de référence pour la gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou	DGCI/SOGEAO/ PAFASP	X	X		60 000 000			60 000 000	
2.3.11	Assurer le fonctionnement du secrétariat technique de l'observatoire national des prix des produits de grande consommation *	DGCI		X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	
2.3.12	Encourager les industriels et importateurs de ciment à améliorer leurs capacités de production et d'importation **	DGCI/DRICA/ DGI		X	X	15 000 000	20 000 000	25 000 000	60 000 000	
2.3.13	Assurer le respect de la réglementation économique par les opérateurs économiques par la sensibilisation et le contrôle	IGAE/CNCCI/ DGCI/DRICA	X	X	X	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	
2.3.14	Construire des marchés à bétail ***	DGCI/DRICA			X	200 000 000	300 000 000	350 000 000	850 000 000	
2.3.15	Sensibiliser et former les acteurs du secteur de la boucherie/charcuterie sur l'exercice de leur profession	DGCI/DGA/ DRICA	X		X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	
2.3.16	Construire et développer des aires de commercialisation modernes ***	CCI-BF/DGCI		X	X	600 000 000	625 000 000	650 000 000	1 875 000 000	
2.3.17	Mettre en place des infrastructures modernes de transformations et de distribution de la viande dans les grands centres urbains ***	DGCI/DRICA/ SOGEAO/AFB	X	X	X	250 000 000	300 000 000	350 000 000	900 000 000	
2.3.18	Assurer le fonctionnement de la cellule de veille économique	DGCI/ DGCE/DRICA		X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	
2.3.19	Assurer le fonctionnement de la commission chargée de l'attribution des agréments d'abatage d'animaux	DGCI/DRICA		X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière		
			2012	2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014
2.3.20	Assurer le fonctionnement du cadre de concertation tripartite « gouvernement-opérateurs économiques-société civile»	DGCI/ DGCE/DGQM/ IGAE	X	X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000
2.3.21	Assurer le fonctionnement de la commission technique du monopole de tabacs	DGCI/ DGCE/DGQM/ IGAE/DGI	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
2.3.22	Assurer le fonctionnement de la commission technique chargée de l'attribution des agréments en qualité de distributeurs de produits pétroliers	DGCI/ DGCU-CI /DGQM/ IGAE	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
2.3.23	Soutenir les organisations professionnelles des consommateurs	DGCI	X		X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000
2.3.24	Harmoniser la législation nationale avec les traités internationaux en matière de commerce (OMC, OHADA, CEDEAO, UEMOA)	DGCI/DGCE		X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
2.4	Action 4: information et analyse sur le commerce						106 650 000	171 650 000	149 950 000	428 250 000
2.4.1	Elaborer et publier la balance commerciale	DGCE/DGCI/ DRICA		X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	75 000 000
2.4.2	Mettre en place une base de données sur le commerce intérieur et publier les informations y relatives ***	DGCI/DRICA		X	X	X	-	25 000 000	15 000 000	40 000 000
2.4.3	Effectuer un abonnement aux sites spécialisés sur les cours de produits	DGCI		X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000
2.4.4	Renforcer les capacités du Comité National de la Balance Commerciale du MICA	DGCE/DRICA		X	X	X	6 650 000	6 650 000	6 650 000	19 950 000
2.4.5	Elaborer et publier les rapports sur le commerce extérieur	DGCE/APEX-B/ DRICA	X	X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	75 000 000
2.4.6	Mettre en place des systèmes d'information commerciale intégrés et interconnectés	DGCE/DRICA	X	X	X	X	25 000 000	15 000 000	15 000 000	55 000 000



Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014		
2.4.7	Mettre en place et gérer une base de données informatisée concernant les échanges commerciaux	DGCE			X				13 300 000		33 300 000
2.4.8	Installer un système d'informations commerciales à Dédougou, Gaoua, Tenkodogo, Koupela Kaya	APEX-B			X				20 000 000		50 000 000
2.4.9	Elaborer et publier un rapport sur le déroulement de la campagne cotonnière	SP/FCL			X			15 000 000	20 000 000		50 000 000
2.5	Action 5: Régulation de la concurrence							340 000 000	235 000 000		810 000 000
2.5.1	Lutter contre les pratiques anticoncurrentielles et restrictives de la concurrence et les distorsions du marché	CNCC/IGAE/ DGCI	X						50 000 000		200 000 000
2.5.2	élaborer le rapport annuel sur l'état de la concurrence et de la consommation et réaliser des études sectorielles	CNCC						20 000 000	20 000 000		60 000 000
2.5.3	Organiser des ateliers de formations à l'endroit des gouverneurs et des élus locaux sur la concurrence	DGCI/CNCC/ IGAE			X			25 000 000	25 000 000		75 000 000
2.5.4	Participer aux réunions statutaires des organismes sous régionaux en charge de la concurrence	DGCI/CNCC/ IGAE			X			10 000 000	10 000 000		30 000 000
2.5.5	Relire les textes réglementaires et législatifs sur le commerce, la concurrence et les monopoles	DGCI/CNCC/ IGAE/ DRICA	X		X			5 000 000			5 000 000
2.5.6	Informier et sensibiliser les opérateurs économiques sur la réglementation commerciale	DGCI/CNCC/ IGAE/ DGQM / DCPM/ DRICA	X		X			100 000 000	50 000 000		200 000 000
2.5.7	Contrôler le respect de la réglementation économique par les opérateurs économiques	IGAE/ DGQM/DGCI/C NCC	X		X			50 000 000	50 000 000		150 000 000
2.5.8	Lutter contre les abattages clandestins	SOGEAO	X		X			30 000 000	30 000 000		90 000 000



Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	2014	TOTAL 2012-2014
3	PROGRAMME 3: ARTISANAT					4 606 170 000	7 197 500 000	8 119 820 000		19 923 490 000
<b>Objectif stratégique: Développer le secteur de l'artisanat</b>										
3.1	Action 1: Réglementation du secteur de l'artisanat									
3.1.1	Elaborer le code de l'artisanat ***	DGA/CMA-BF/ DRICA	X			80 000 000	30 000 000	5 000 000		115 000 000
3.1.2	Elaborer, adopter et diffuser les textes d'application du Code de l'artisanat *	DGA/CMA-BF/ DRICA		X	X	55 000 000	-	-		55 000 000
3.1.3	Organiser des campagnes de sensibilisation et de formation sur les textes du Code	DGA/CMA-BF/ DRICA		X		5 000 000	5 000 000	5 000 000		15 000 000
3.1.4	Réaliser une étude sur la mise en place d'un mécanisme approprié de protection sociale des artisans et adopter les textes y afférents	DGA/CMA-BF/ DRICA/CNSS			X	20 000 000	-	-		20 000 000
3.2	Action 2: Organisation du secteur					692 500 000	992 500 000	442 500 000		2 127 500 000
3.2.1	Promouvoir et appuyer la restructuration des OPA en corps de métiers ***	DGA/CMA-BF/ DRICA		X	X	150 000 000	150 000 000	150 000 000		450 000 000
3.2.2	Recenser les artisans et élaborer la cartographie de l'artisanat	DGA/CMA-BF/ DRICA			X	-	300 000 000	-		300 000 000
3.2.3	Créer et tenir le Registre des Métiers	DGA/CMA-BF/ DRICA			X	500 000 000	500 000 000	250 000 000		1 250 000 000
3.2.4	Sensibiliser les artisans sur la tenue du Registre des Métiers	DGA/CMA-BF/ DRICA			X	25 000 000	25 000 000	25 000 000		75 000 000
3.2.5	Sensibiliser les autorités des collectivités locales sur la réorganisation par corps de métiers	DGA/CMA-BF/ DRICA			X	10 000 000	10 000 000	10 000 000		30 000 000
3.2.6	Contribuer à l'élaboration du guide de l'élu			X	X	7 500 000	7 500 000	7 500 000		22 500 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière		
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014
3.3	Action 3: Formation des acteurs du secteur					445 000 000	1 030 000 000	525 000 000	2 000 000 000
3.3.1	Créer une école professionnelle de l'artisanat de production et de service	CMA-BF/DGA		X		-	500 000 000	-	500 000 000
3.3.2	Créer des centres de formation dans les sections territoriales de la CMA-BF	CMABF/DGA/ DRICA		X	X	250 000 000	250 000 000	250 000 000	750 000 000
3.3.3	Renforcer les capacités pédagogiques et techniques des Etablissements et centres de formation techniques et professionnels	CMABF/DGA		X	X	-	100 000 000	75 000 000	175 000 000
3.3.4	Mettre en œuvre des programmes d'échanges et de coopération avec les établissements techniques étrangers et nationaux	CMA-BF/DGA		X	X	20 000 000	30 000 000	35 000 000	85 000 000
3.3.5	Harmoniser et promouvoir l'application de référentiels de formation professionnelle dans les entreprises artisanales	CMA-BF/DGA		X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000
3.3.6	Renforcer les capacités des formateurs endogènes et des maîtres d'apprentissage	CMA-BF/DGA /DRICA		X	X	60 000 000	60 000 000	75 000 000	195 000 000
3.3.7	Suivre et évaluer, valider et certifier les compétences des artisans formés	CMA-BF/DGA		X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000
3.3.8	Mettre en œuvre le projet pilote de Centre de Ressources pour l'Artisanat (CRA) de l'UEMOA	DGA/CMA-BF/ SIAO/NAO		X	X	75 000 000	50 000 000	50 000 000	175 000 000
3.4	Action 4: Insertion socioéconomique des femmes et des jeunes					275 000 000	345 000 000	885 000 000	1 505 000 000
3.4.1	Accompagner les artisans formés à leur insertion socioprofessionnelle	DGA/CMA-BF		X	X	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
3.4.2	Réaliser une étude diagnostique sur les coopératives et GIE d'artisans de jeunes et de femmes existants et mettre en oeuvre les recommandations	DGA/CMA-BF/DRICA		X			15 000 000	40 000 000	55 000 000	
3.4.3	Sensibiliser les artisans à la création des coopératives et des GIE d'artisans de jeunes et de femmes	DGA/CMA-BF/DRICA		X	X		25 000 000	15 000 000	40 000 000	
3.4.4	Renforcer les capacités entrepreneuriales et managériales des jeunes et des femmes artisanes	DGA/CMA-BF/DRICA/Comité Genre		X	X	15 000 000	30 000 000	30 000 000	75 000 000	
3.4.5	Rechercher des financements et acquérir des équipements des coopératives et GIE sélectionnés	DGA/CMA-BF		X	X	50 000 000	75 000 000	50 000 000	175 000 000	
3.4.6	Mener une étude sur les métiers porteurs exercés par les femmes	DGA/CMA-BF		X			30 000 000	-	30 000 000	
3.4.7	Former des femmes artisanes des 13 régions et assurer leur participation au SIAO 2012	DGA/CMA-BF/SIAO/DRICA		X	X	100 000 000	-	100 000 000	200 000 000	
3.4.8	Création et animation de cinq(05) plateaux techniques des métiers (Ouaga-Bobo-Samandeni-Bagré-Sourou)	CMA-BF, DGA				60 000 000	120 000 000	150 000 000	330 000 000	
3.4.9	Créer et ou accroître des centres spécialisés pour la promotion des filières porteuses pour femmes (filature, transformation agro-alimentaire, récupération...)	CMA-BF/DRICA			X		-	450 000 000	450 000 000	
3.5	Action 5: Financement du secteur						1 035 000 000	520 000 000	1 555 000 000	
3.5.1	Réaliser une étude sur le financement du secteur de l'artisanat	DGA/CMA-BF		X			5 000 000	-	5 000 000	
3.5.2	Mettre en place un Fonds d'Appui à l'Artisanat	DGA/CMA-BF		X	X		1 000 000 000	500 000 000	1 500 000 000	
3.5.3	Organiser des séminaires régionaux sur le financement des artisans	DGA/CMA-BF/DRICA		X			30 000 000	20 000 000	50 000 000	
3.6	Action 6: Promotion commerciale des produits de l'artisanat					1 537 000 000	1 780 000 000	3 745 000 000	7 062 000 000	
3.6.1	Finaliser la stratégie nationale de promotion de l'artisanat ***	DGA/CMA-BF/DRICA	X	X		37 000 000	-	-	37 000 000	

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
3.6.2	Organiser des Journées Nationales de l'Artisan (JNA)	DGA/CMA-BF/ DRICA		X	X	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	
3.6.3	Elaborer une étude de faisabilité pour la construction de trois (03) Villages Artisans	DGA/CMA BF /DRICA				50 000 000	-	-	50 000 000	
3.6.4	Construire deux (02) Villages Artisans ***	DGA/CMA-BF/ DRICA			X	-	-	500 000 000	500 000 000	
3.6.5	Elaborer une étude de faisabilité pour la construction de trois (03) Centre Technique d'Appui à l'Artisanat	DGA/CMA-BF/ DRICA		X		35 000 000	-	-	35 000 000	
3.6.6	Construire trois (03) Centres Techniques d'Appui à l'Artisanat ***	DGA/CMA-BF/ DRICA		X	X	500 000 000	600 000 000	700 000 000	1 800 000 000	
3.6.7	Créer et opérationnaliser l'Agence Nationale de Promotion de l'Artisanat ***	DGA/CMA-BF			X	-	-	1 500 000 000	1 500 000 000	
3.6.8	Appuyer la protection des œuvres artisanales ***	DGP/DGA /CMABF/NAO /SIAO/DGCE			X	-	100 000 000	100 000 000	200 000 000	
3.6.9	Mettre en place et opérationnaliser un système d'information et de promotion de l'artisanat ***	DGA/CMA- BF/DRICA/SIAO /NAO		X	X	90 000 000	95 000 000	100 000 000	285 000 000	
3.6.10	Appuyer l'émergence de créateurs et de producteurs de référence **	DGA/CMABF /DRICA		X	X	200 000 000	300 000 000	350 000 000	850 000 000	

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	

partenaires														
3.6.11	Exploiter les dynamiques sous-régionales en matière d'artisanat *	DGA/CMA-BF/DRICA/SIAO/VAO						X	X	X	20 000 000	25 000 000	30 000 000	75 000 000
3.6.12	Construire et équiper un Centre National d'Appui à la Transformation Artisanale du Coton (CNATAC) à Bobo-Dioulasso	DGA/CMA-BF/DRICA						X	X	X	400 000 000	250 000 000	150 000 000	800 000 000
3.6.13	Organiser des sessions de formation en entrepreneuriat et en marketing	DGA/CMA-BF/DRICA						X	X	X	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000
3.6.14	Mettre en place une démarche qualité dans la production des œuvres artisanales	DGA/CMA-BF/DRICA/SIAO/VAO						X	X	X	15 000 000	20 000 000	20 000 000	55 000 000
3.6.15	Organiser des missions de prospections de marchés potentiels	SIAO/DGA/CM A-BF/ DRICA/VAO						X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	75 000 000
3.6.16	Mettre en œuvre le projet de Galerie Virtuelle de l'Artisanat Africain (GVAA)	DGA/CMA-BF/SIAO/ VAO						X	X	X	-	150 000 000	100 000 000	250 000 000
3.6.17	Publier le rapport annuel sur l'artisanat	DGA/DRICA/ CMA-BF/SIAO/VAO						X	X	X	-	5 000 000	5 000 000	10 000 000
3.6.18	Réaliser une étude de faisabilité d'une Agence Nationale de Promotion de l'Artisanat	DGA/CMA-BF						X	X	X	-	45 000 000	-	45 000 000
3.7	Action 7 : Appui aux organismes institutionnels du secteur de l'artisanat										1 576 670 000	1 985 000 000	1 997 320 000	5 558 990 000
3.7.1	Renforcer les capacités techniques, matérielles et financières de la CMA-BF ***	DGA/CMA-BF						X	X	X	196 500 000	220 000 000	250 000 000	666 500 000
3.7.2	Rendre opérationnelle en place cinq (05) sections territoriales de la CMA-BF ***	DGA/CMA-BF/DRICA						X	X	X	700 000 000	700 000 000	700 000 000	2 100 000 000
3.7.3	Tenir les Editions du SIAO *	SIAO/DGA/DRICA/CMA-BF						X	X	X	515 170 000	300 000 000	522 320 000	1 337 490 000
3.7.4	Dynamiser la CNPA	DGA/CMA-BF						X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000
3.7.5	Déconcentrer le VAO	DGA/VAO/CM ABF							X	X	-	500 000 000	300 000 000	800 000 000

Identifiant s (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires				Programmation physique					Programmation financière			
						2012	2013	2014	2012	2013	2014	2013	2014	TOTAL 2012-2014
3.7.6	Former le personnel du SIAO en management et en marketing	SIAO/DGA						X	X	-	30 000 000	30 000 000	30 000 000	60 000 000
3.7.7	Promouvoir les œuvres primées aux SIAO à travers les foires et salons internationaux	SIAO/DGA/ CMA-BF						X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	75 000 000
3.7.8	Mettre en place un mécanisme d'appui à la créativité et aux formations	VAO/DGA/ CMA-BF						X	X	15 000 000	20 000 000	20 000 000	30 000 000	65 000 000
3.7.9	Participer aux manifestations commerciales à l'étranger	VAO/DGA/ CMA-BF						X	X	45 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	105 000 000
3.7.10	Promouvoir les produits artisanaux	VAO/DGA/CMA- BF/DRICA/ SIAO						X	X	20 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	70 000 000
3.7.11	Renforcer le système de gestion informatique et de bureautique	VAO/DGA						X	X	-	50 000 000	50 000 000	-	50 000 000
3.7.12	Mettre en œuvre la stratégie de sortie des artisans du VAO (système de rotation des artisans)	DGA/VAO/CM ABF						X	X	50 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	200 000 000
4	PROGRAMME 4: SECTEUR PRIVE									7 453 941 925	33 968 336 925	24 083 836 925	24 083 836 925	65 506 115 775
Objectif stratégique : Créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique														
4.1	Action 1: Amélioration de l'environnement des affaires									2 474 695 925	21 800 090 925	16 337 090 925	16 337 090 925	40 611 877 775
4.1.1	Assurer le suivi des indicateurs d'amélioration de l'environnement des affaires	DGPE				X	X	X	X	35 000 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000	105 000 000
4.1.2	Poursuivre avec la SFI les activités d'amélioration de l'environnement des affaires	DGPE/ICF				X	X	X	X	333 000 000	333 000 000	333 000 000	333 000 000	999 000 000
4.1.3	Opérationnaliser le système suivi des performances du secteur privé *	DGPE/INSD/ DGI/DCGU				X	X	X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	75 000 000
4.1.4	Mettre en place l'observatoire sur le climat des affaires	MEBF/DGPE/ DCGU				X	X	X	X	24 600 000	-	-	-	24 600 000
4.1.5	Ouvrir une antenne complète du CGU à Bobo, Ouahigouya, Koudougou et Koupéla et informatiser les guichets	CGU/MEBF/DG PE						X	X	5 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	805 000 000



Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière		
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
4.1.6	Mettre en place et opérationnaliser le CEFORE de Dori *	MEBF/DGPE	X	X	X	50 000 000	-	-	-	50 000 000
4.1.7	Réaliser une étude d'évaluation de l'efficacité du Code des Investissements et élaborer un rapport sur la situation des entreprises agréées	DGI/DCGU/ DGPE		X		20 000 000	-	-	-	20 000 000
4.1.8	Assurer les travaux de la Commission Nationale d'investissement	DGI/DCGU	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
4.1.9	Accompagner le Comité de Pilotage des Licences d'Affaires	DGPE	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
4.1.10	Assurer le fonctionnement du comité de constatation de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements	DCGU/DGI	X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000
4.1.11	Vulgariser les textes de l'OHADA	DGPE/ICF		X	X	20 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	70 000 000
4.1.12	Organiser des voyages d'études auprès des meilleurs pays réformateurs pour apprendre de leur expérience en matière d'amélioration du climat des affaires	DGPE		X	X	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	120 000 000
4.1.13	Diffuser les textes pris dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires	DGPE/DCPM		X	X	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	75 000 000
4.1.14	Elaborer et mettre en œuvre des stratégies de réduction des coûts des facteurs de production (énergie, communication, transports, eau, transactions) ***	DGPE		X	X	60 000 000	1 500 000 000	200 000 000	200 000 000	1 760 000 000
4.1.15	Sensibiliser le secteur privé sur le partenariat public-privé	DGPE/MEF		X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000

Identifiant s (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
4.1.16	Organiser les journées économiques du Burkina à l'extérieur (IEB) *			X	X	130 000 000	120 000 000	120 000 000	370 000 000	
4.1.17	Organiser la rencontre Gouvernement/Secteur Privé *	DGPE/DRICA/C CI- BF/MEBF/CGA	X		X	135 005 000	150 000 000	150 000 000	435 005 000	
4.1.18	contribuer à l'organisation des journées de l'entreprenariat burkinabé	MEBF/CCI- BF/DGPE/DGI		X	X	45 000 000	45 000 000	45 000 000	135 000 000	
4.1.19	Mettre en place des zones économiques spéciales ***	DGPE/DGI		X	X	5 000 000	6 500 000 000	4 000 000 000	10 505 000 000	
4.1.20	Promouvoir la veille économique et technologique ***	CCI-BF/ DGI/DGPE/ DGPI			X	-	50 000 000	50 000 000	100 000 000	
4.1.21	Mettre en place un pôle d'intelligence économique du secteur privé ***	CCI-BF/ DGI/DGPI/ DGPE			X	-	80 000 000	80 000 000	160 000 000	
4.1.22	Promouvoir la protection des connaissances et la sécurité économique ***	CCI-BF/ DGPI/DGPE			X	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	
4.1.23	Promouvoir la gestion et l'exploitation des connaissances et de l'information ***	CCI-BF/ DGPI/DGPE			X	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	
4.1.24	Mettre en place un pôle d'intelligence de l'administration ***	DGPE/DGPI/ DGI			X	5 000 000	100 000 000	100 000 000	205 000 000	
4.1.25	Mettre en place le guichet unique des mines *	MEBF/CCI-BF/ DGPE	X		X	15 000 000	100 000 000	-	115 000 000	
4.1.26	Mettre en œuvre les conclusions de l'étude d'interconnexion CEFORE/Administrations partenaires *	MEBF/CCI-BF/ DGPE			X	-	-	3 000 000 000	3 000 000 000	
4.1.27	Mettre en place le guichet unique des appels d'offres **	MEBF/CCI-BF/ DGPE	X		X	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000	

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière				
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014
4.1.28	Mettre en place le guichet unique du commerce extérieur **	MEBF/CCI-BF/ DGCE/DGPE		X	X	X			350 000 000	-		350 000 000
4.1.29	Mettre en place des antennes des Centres de Gestion Agréée dans les régions *	CCI-BF/ CGA/ DGPE		X	X	X			70 000 000	70 000 000		210 000 000
4.1.30	Assurer le fonctionnement du comité de pilotage de la mise en œuvre de la réforme des licences d'affaires	DGPE	X	X	X	X			5 000 000	5 000 000		15 000 000
4.1.31	Déconcentrer et renforcer les structures d'appui au secteur privé (CEFORE, CEFAC)	MEBF	X	X	X	X			50 000 000	50 000 000		150 000 000
4.1.32	Promouvoir des mécanismes de financement innovants pour favoriser la création et le développement des PME et des micros entreprises, en milieu rural et dans les villes ***	DGPE/DGI/ AFP-PME/ DGA/CCI-BF/ MEBF/CGA	X	X	X	X			50 000 000	11 000 000 000	6 500 000 000	17 550 000 000
4.1.33	Organiser le forum économique national **	DGPE	X			X			160 000 000	160 000 000		480 000 000
4.1.34	Créer et organiser le salon International des financements d'Entreprises de Ouagadougou **	MEBF/DGPE			X	X			200 000 000	200 000 000		600 000 000
4.1.35	Actualiser et mettre en œuvre la stratégie de développement du secteur privé (LPDSP)	DGPE		X	X	X			50 000 000	100 000 000	100 000 000	250 000 000
4.1.36	Réaliser une étude faisabilité pour la mise en place d'un dispositif de capital risque **	DGPE			X				50 000 000		-	50 000 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière			
			2012					2012			
			2012	2013	2014	2013	2014	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
4.1.37	Retire l'ensemble des textes réglementaires ayant une incidence négative sur la vie des affaires et dans une démarche qui implique le quartette Etat, Secteur privé, Société civile et Partenaires au développement **	DGPE		X	X		X	5 000 000	60 000 000	60 000 000	125 000 000
4.1.38	Améliorer l'environnement des affaires au niveau local ***	DGPE		X	X		X	5 000 000	80 000 000	80 000 000	205 000 000
4.1.39	Réviser le plan stratégique de communication en plan de développement	CAMC-O	X					20 000 000	-	-	20 000 000
4.1.40	Mettre en œuvre le plan stratégique de développement	CAMC-O/ CCI-BF/ PACDE		X	X		X	34 000 000	24 000 000	19 000 000	77 000 000
4.1.41	Former et sensibiliser sur les MARL (arbitres, médiateurs, magistrats, avocats, juristes d'entreprises et de banques, responsables des structures d'appui au secteur privé, acteurs économiques)	CAMC-O/ IFC/PACDE	X	X	X		X	38 000 000	40 000 000	30 000 000	108 000 000
4.1.42	Opérationnaliser la charte inter-entreprise en faveur de l'arbitrage et de la médiation	CAMC-O			X			-	18 000 000	-	18 000 000
4.1.43	Poursuivre les activités du projet sur la promotion et la médiation	CAMC-O/IFC	X					20 000 000	-	-	20 000 000
4.1.44	Renforcer les capacités du personnel du CAMC-O	CAMC-O/ PACDE					X	15 090 925	25 090 925	35 090 925	75 272 775
4.1.45	Contribuer à l'instauration d'un environnement propice à la participation du secteur privé au développement des infrastructures	DGPE/DGCE	X	X	X		X	-	20 000 000	20 000 000	40 000 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012				2013			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
4.2	Action 2 : Identification et mise sur le marché des idées de projets					180 000 000	485 000 000	485 000 000	1 150 000 000	
4.2.1	Mettre en place des pépinières et des incubateurs d'entreprises agroalimentaires *	DGI/DGPE/ MEBF	X	X	X	60 000 000	200 000 000	200 000 000	460 000 000	
4.2.2	Mettre en place des pépinières d'entreprises de services *	MEBF/DGPE/ DGI	X	X	X	40 000 000	150 000 000	150 000 000	340 000 000	
4.2.3	Créer des incubateurs de technologies en partenariat avec le secteur privé **	DGPI/CNRST				80 000 000	135 000 000	135 000 000	350 000 000	
4.3	Action 3: Promotion de la propriété industrielle					144 756 000	804 756 000	599 756 000	1 549 268 000	
4.3.1	Opérationnaliser le Comité national de Développement et de la Coordination de la Propriété intellectuelle	DGPI/BBDA	X	X	X	15 000 000	60 000 000	70 000 000	145 000 000	
4.3.2	Elaborer et mettre en œuvre la stratégie de promotion de la propriété industrielle ***	DGPI		X	X	20 000 000	150 000 000	150 000 000	320 000 000	
4.3.3	Valoriser les inventions nationales dans l'industrie	DGPI	X	X	X	15 000 000	150 000 000	150 000 000	315 000 000	
4.3.4	mettre l'accent sur l'utilisation des signes distinctifs (marques, noms commerciaux, dessins et modèles) dans l'activité commerciale et l'artisanat	DGPI	X	X	X	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000	
4.3.5	Opérer des réformes institutionnelles	DGPI		X	X	15 000 000	365 000 000	150 000 000	530 000 000	
4.3.6	Développer des activités de propriété industrielle	DGPI	X	X	X	29 248 000	29 248 000	29 248 000	87 744 000	
4.3.7	Informier et sensibiliser sur le système de la propriété industrielle	DGPI	X	X	X	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000	
4.3.8	Participer à l'organisation du FRST et aux éditions du SIAO	DGPI		X	X	20 508 000	20 508 000	20 508 000	61 524 000	

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
			2012					2013																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
			2012					2013																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
Structure chef de file/ Responsables/ partenaires												2014				TOTAL 2012-2014																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
4.4	Action 4: Renforcement des capacités des structures d'appui au secteur privé											2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000	3001	3002	3003	3004	3005	3006	3007	3008	3009	3010	3011	3012	3013	3014	3015	3016	3017	3018	3019	3020	3021	3022	3023	3024	3025	3026	3027	3028	3029	3030	3031	3032	3033	3034	3035	3036	3037	3038	3039	3040	3041	3042	3043	3044	3045	3046	3047	3048	3049	3050	3051	3052	3053	3054	3055	3056	3057	3058	3059	3060	3061	3062	3063	3064	3065	3066	3067	3068	3069	3070	3071	3072	3073	3074	3075	3076	3077	3078	3079	3080	3081	3082	3083	3084	3085	3086	3087	3088	3089	3090	3091	3092	3093	3094	3095	3096	3097	3098	3099	3100	3101	3102	3103	3104	3105	3106	3107	3108	3109	3110	3111	3112	3113	3114	3115	3116	3117	3118	3119	3120	3121	3122	3123	3124	3125	3126	3127	3128	3129	3130	3131	3132	3133	3134	3135	3136	3137	3138	3139	3140	3141	3142	3143	3144	3145	3146	3147	3148	3149	3150	3151	3152	3153	3154	3155	3156	3157	3158	3159	3160	3161	3162	3163	3164	3165	3166	3167	3168	3169	3170	3171	3172	3173	3174	3175	3176	3177	3178	3179	3180	3181	3182	3183	3184	3185	3186	3187	3188	3189	3190	3191	3192	3193	3194	3195	3196	3197	3198	3199	3200	3201	3202	3203	3204	3205	3206	3207	3208	3209	3210	3211	3212	3213	3214	3215	3216	3217	3218	3219	3220	3221	3222	3223	3224	3225	3226	3227	3228	3229	3230	3231	3232	3233	3234	3235	3236	3237	3238	3239	3240	3241	3242	3243	3244	3245	3246	3247	3248	3249	3250	3251	3252	3253	3254	3255	3256	3257	3258	3259	3260	3261	3262	3263	3264	3265	3266	3267	3268	3269	3270	3271	3272	3273	3274	3275	3276	3277	3278	3279	3280	3281	3282	3283	3284	3285	3286	3287	3288	3289	3290	3291	3292	3293	3294	3295	3296	3297	3298	3299	3300	3301	3302	3303	3304	3305	3306	3307	3308	3309	3310	3311	3312	3313	3314	3315	3316	3317	3318	3319	3320	3321	3322	3323	3324	3325	3326	3327	3328	3329	3330	3331	3332	3333	3334	3335	3336	3337	3338	3339	3340	3341	3342	3343	3344	3345	3346	3347	3348	3349	3350	3351	3352	3353	3354	3355	3356	3357	3358	3359	3360	3361	3362

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière		
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
4.4.10	Mettre en œuvre le projet de renforcement des capacités des CGA	CGA	X	X	X	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000	
4.4.11	organiser un forum international sur l'innovation financière et le financement des petites et moyennes entreprises et petites et moyennes Industries	CGA			X	15 000 000	60 000 000	60 000 000	135 000 000	
4.4.12	Renforcer le savoir faire et l'acquisition de nouvelles compétences et de nouveaux comportements visant à améliorer la productivité des micro-entreprises du secteur informel ***	DGPE/DGA/			X	5 000 000	25 000 000	25 000 000	55 000 000	
4.4.13	Promouvoir de meilleures conditions de réussite du renforcement de capacités du secteur informel ***	DGPE/DGA			X	5 000 000	20 000 000	25 000 000	50 000 000	
4.4.14	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie d'incitation à la formalisation des entreprises				X	20 000 000	100 000 000	150 000 000	270 000 000	
4.4.15	Créer les conditions socioculturelles de renforcement des capacités entrepreneuriales compétitives ***	DGPE/DGA/ DGI			X	5 000 000	15 000 000	15 000 000	35 000 000	
4.4.16	Renforcer les capacités technique, organisationnelles, managériales et de gestion du secteur informel à travers l'adaptation de la formation à ses besoins ***	DGPE/DGA/ DGCI/DRICA			X	-	15 000 000	20 000 000	35 000 000	
4.4.17	Mettre en place des structures d'accompagnement pour assister les promoteurs dans le montage de leurs dossiers de crédit, les appuyer auprès des banques et les aider en matière de suivi et de conseil des projets d'investissements ***	DGPE/MEBF/ CCI-BF/CGA			X	50 000 000	460 000 000	350 000 000	860 000 000	
4.4.18	Valoriser l'expertise nationale privée ***	DGPE	X	X	X	10 000 000	350 000 000	400 000 000	760 000 000	

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière		
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
4.5	Action 5: Gouvernance des entreprises						53 500 000	102 000 000	82 000 000	237 500 000
4.5.1	Suivre les entreprises publiques et parapubliques des Sociétés d'Etat	DGPE	X	X	X	X	5 000 000	35 000 000	35 000 000	75 000 000
4.5.2	Organiser l'Assemblée Générale des Sociétés d'Etat *	DGPE		X		X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000
4.5.3	Former les administrateurs des sociétés à capitaux publics	DGPE			X	X	23 500 000	20 000 000	20 000 000	63 500 000
4.5.4	Mettre en place un cadre de concertation entre les responsables des sociétés d'Etat *	DGPE	X	X	X	X	-	2 000 000	2 000 000	4 000 000
4.5.5	Mettre en place des comités d'audit au sein des sociétés d'Etat	DGPE	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
4.5.6	Créer et exploiter une base de données sur les entreprises publiques et parapubliques	DGPE			X		-	20 000 000	-	20 000 000
4.5.7	Suivre la privatisation des entreprises publiques et parapubliques	DGPE	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM
4.5.8	Finaliser le processus de privatisation du CCVA *	DGPE	X	X	X		PM	PM	PM	PM
4.5.9	Conduire à terme le processus d'ouverture partielle du capital de la SONABHY *	DGPE	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM
4.5.10	Finaliser le processus de privatisation de l'ONATEL *	DGPE	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM
4.5.11	Conduire à terme le processus de restructuration de la SOFITEX *	DGPE	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM
4.5.12	Finaliser le processus de privatisation de la SEHS *	DGPE	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM
4.5.13	Suivre les entreprises privatisées *	DGPE	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM
4.5.14	Achever le processus de cession de la SOGEO à un partenaire stratégique	DGPE	X				PM	PM	PM	PM



Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires					Programmation physique					Programmation financière		
		de la qualité (normalisation, métrologie, évaluation de la					2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL 2012-2014
4.6	Action 6: Mise en place d'une infrastructure de la qualité et accréditation													
4.6.1	Créer et opérationnaliser l'organisme national de normalisation et de la métrologie ***	DGQM					X	X	X	X	X	2 790 000 000	2 345 000 000	8 036 500 000
4.6.2	Mettre en œuvre le plan d'action de la Politique Nationale Qualité ***	DGQM					X	X	X	X	X	525 000 000	473 500 000	1 453 500 000
4.6.3	Contrôler la qualité et les instruments de mesure	DGQM					X	X	X	X	X	1 500 000 000	1 500 000 000	4 500 000 000
4.6.4	Vérifier la conformité des produits aux normes de qualité et de quantité édictée	DGQM					X	X	X	X	X	200 000 000	333 000 000	808 000 000
4.6.5	Accompagner les laboratoires d'analyse et de recherche vers une reconnaissance internationale de leurs compétences techniques ***	DGQM					X	X	X	X	X	50 000 000	50 000 000	150 000 000
4.6.6	Promouvoir la démarche qualité dans les laboratoires d'analyse et les entreprises ***	DGQM/ FASONORM					X	X	X	X	X	410 000 000	410 000 000	820 000 000
4.6.7	Mettre à niveau les acteurs en matière de normes et de qualité ***	DGQM										30 000 000	35 000 000	105 000 000
4.7	Action 7: Appui aux organisations professionnelles et patronales											75 000 000	100 000 000	200 000 000
4.7.1	Renforcer les capacités managériales des organisations professionnelles ***	DGPE					X	X	X	X	X	50 000 000	50 000 000	150 000 000
4.7.2	Renforcer les compétences des organisations professionnelles dans les domaines des études, du plaidoyer, de l'expertise économique	DGPE					X	X	X	X	X	20 000 000	20 000 000	60 000 000
4.7.3	Mettre en place des cellules d'information économiques des acteurs au sein des organisations professionnelles	DGPE					X	X	X	X	X	10 000 000	10 000 000	30 000 000

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
5	PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MICA		2 184 935 000	2 816 700 000	4 383 700 000	2 184 935 000	2 816 700 000	4 383 700 000	9 385 335 000	
Objectif stratégique: Renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles du MICA			110 565 000	176 500 000	191 500 000	110 565 000	176 500 000	191 500 000	478 565 000	
5.1	Action 1: Pilotage et Coordination des actions du ministère									
5.1.1	Assurer le fonctionnement régulier du comité de pilotage de la POSICA	DEP/TuAF	X	X	X	X	X	25 000 000	75 000 000	
5.1.2	Tenir des sessions du conseil d'administration du secteur ministériel *	DEP/DAF	X	X	X			12 000 000	34 000 000	
5.1.3	Organiser le secrétariat du cabinet et planifier les audiences du ministre	Cabinet	X	X	X	X	X	20 000 000	54 065 000	
5.1.4	Coordonner les actions du ministère au niveau du secrétariat général	SG	X	X	X	X	X	50 000 000	142 000 000	
5.1.5	Tenir les instances des organes consultatifs (CTP, CPC, CD,...) *	SG/DRH	X	X	X	X	X	2 500 000	7 500 000	
5.1.6	Conduire des missions d'appuis conseil sur le fonctionnement des structures du Ministère	IGS	X	X	X	X	X	5 000 000	15 000 000	
5.1.7	Conduire des missions de contrôle et de vérification dans les projets et dans les régies de recettes et de dépenses relevant du MICA	IGS	X	X	X	X	X	2 000 000	6 000 000	
5.1.8	Actualiser et mettre en œuvre le plan d'action Genre du MICA	Comité Genre/DEP		X	X	X	X	60 000 000	145 000 000	
5.2	Action 2: Gestion des ressources financières et matérielles		1 366 320 000	1 068 500 000	2 703 500 000	1 366 320 000	1 068 500 000	2 703 500 000	5 138 320 000	
5.2.1	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources	DAF/DEP/ Cabinet/SG/ DGCE		X	X	X	X	50 000 000	120 000 000	
5.2.2	Acquérir des biens et services du MICA	DAF	X	X	X	X	X	250 000 000	621 387 000	



Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique				Programmation financière			
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
5.3	Action 3 : Gestion des ressources humaines					161 500 000	116 000 000	113 000 000	390 500 000	
5.3.1	Elaborer une stratégie de développement des ressources humaines	DRH		X		10 000 000			10 000 000	
5.3.2	Elaborer un plan de formation triennal glissant	DRH		X	X	5 000 000	1 000 000	1 000 000	7 000 000	
5.3.3	Mettre en œuvre le plan de formation triennal glissant	DRH		X	X	125 000 000	100 000 000	100 000 000	325 000 000	
5.3.4	Elaborer un plan de carrière des agents du MICA	DRH			X	5 000 000			5 000 000	
5.3.5	Concevoir un système de motivation du personnel	DRH			X	2 000 000	1 000 000	1 000 000	4 000 000	
5.3.6	Organiser des sorties dans les différentes structures pour des échanges avec le personnel	DRH	X		X	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000	
5.3.7	Acquérir du matériel de classement de dossiers individuels	DRH/PRM			X		3 000 000		3 000 000	
5.3.8	Acquérir et gérer un logiciel de gestion des ressources humaines	DRH/PRM			X	5 000 000	1 000 000	1 000 000	7 000 000	
5.3.9	Recruter du personnel au profit du MICA en collaboration avec le MFPTSS	DRH		X	X	2 000 000	2 500 000	2 500 000	7 000 000	
5.3.10	Organiser des activités sociales (mariages collectifs, lutte contre le VIH...)	DRH			X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000	
5.4	Action 4: Communication					155 200 000	145 200 000	145 200 000	445 600 000	
5.4.1	Elaborer et mettre en œuvre un plan stratégique de communication du MICA	DCPM	X	X	X	75 200 000	75 200 000	75 200 000	225 600 000	

Identifiants (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique					Programmation financière		
			2012	2013	2014	2012	2013	2014	TOTAL 2012-2014	
5.4.2	Organiser des campagnes de sensibilisation et d'information sur les politiques et stratégies du MICA *	DCPM/DEP		X	X	X	20 000 000	50 000 000	50 000 000	120 000 000
5.4.3	Organiser des ateliers sur des thématiques spécifiques de la POSICA *	DEP/DCPM		X	X	X	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000
5.4.4	Créer un portail d'information sur l'offre d'appui au secteur privé *	DCPM, DGPE	X	X	X		40 000 000			40 000 000
5.5	Action 5: Planification et suivi-évaluation						311 000 000	503 000 000	398 000 000	1 212 000 000
5.5.1	Assurer le fonctionnement régulier des groupes thématiques de la POSICA	DEP		X	X	X	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000
5.5.2	Renforcer les capacités du secrétariat technique de la POSICA	DEP			X	X	20 000 000	100 000 000	50 000 000	170 000 000
5.5.3	Assurer le fonctionnement du Cadre de Dialogue Sectorielle de la SCADD	DEP	X	X	X	X	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000
5.5.4	Assurer le fonctionnement du CMSP/MICA	DEP	X	X	X	X	8 000 000	8 000 000	8 000 000	24 000 000
5.5.5	Assurer le fonctionnement de la Cellule Environnementale Ministérielle du MICA	DEP	X	X	X	X	5 000 000	10 000 000	10 000 000	25 000 000
5.5.6	Conduire et suivre les études ou enquêtes se rapportant aux activités du ministère	DEP/DAF/PRM/ Structures bénéficiaires					150 000 000	200 000 000	200 000 000	550 000 000
5.5.7	Faire la programmation pluriannuelle des activités de la POSICA	DEP/DAF	X	X		X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
5.5.8	Concevoir un guide d'élaboration des rapports de performances au bénéfice des groupes thématiques	DEP			X	X		5 000 000		5 000 000
5.5.9	Suivre l'exécution des activités du ministère	DEP	X	X	X	X	13 000 000	15 000 000	15 000 000	43 000 000

Identifiant s (codes)	Activités par programme	Structure chef de file/ Responsables/ partenaires	Programmation physique						Programmation financière			
			2012			2013			2014			TOTAL 2012-2014
5.5.10	Suivre et évaluer les projets et programmes exécutés sous la tutelle du MICA	DEP	X	X	X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
5.5.11	Mettre en place une banque de données statistiques sur l'industrie, le commerce et l'artisanat	DEP/structures du MICA							20 000 000	25 000 000	5 000 000	50 000 000
5.5.12	Produire et publier les annuaires statistiques du MICA	DEP			X	X	X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000
5.5.13	Assurer l'appropriation du guide d'élaboration des rapports de performances	DEP					X	X	10 000 000	10 000 000	10 000 000	20 000 000
5.5.14	Elaborer le schéma directeur Informatique du MICA	DEP/DAF/PRM					X		-	30 000 000	-	30 000 000
5.5.15	Renforcer les capacités des membres du comité de pilotage de la POSICA	DEP/DAF			X	X	X	X	10 000 000	15 000 000	15 000 000	40 000 000
5.6	Action 6: Archivage et documentation								11 000 000	32 500 000	32 500 000	76 000 000
5.6.1	Gérer la documentation et les archives du MICA	SG	X	X	X	X	X	X	3 500 000	25 000 000	25 000 000	53 500 000
5.6.2	Acquérir de nouveaux ouvrages sur l'industrie, le commerce, l'artisanat et le secteur privé	SG/DAF/toutes structures concernées			X	X	X	X	5 000 000	5 000 000	5 000 000	15 000 000
5.6.3	Assurer l'abonnement à des revues spécialisées	SG/DAF			X	X	X	X	2 500 000	2 500 000	2 500 000	7 500 000
5.7	Action 7: Déconcentration des services du MICA								69 350 000	775 000 000	800 000 000	1 644 350 000
5.7.1	Elaborer la feuille de route d'appui à la décentralisation au niveau du ministère	DEP/PRM/DAF /MATDS			X				20 000 000	-	-	20 000 000
5.7.2	Renforcer les capacités des structures déconcentrées du ministère	DAF/DRH	X	X	X	X	X	X	49 350 000	75 000 000	100 000 000	224 350 000
5.7.3	Mettre en place 4 Directions régionales et en assurer le fonctionnement	DAF/DRH/DEP/ DRICA					X	X	-	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000
5.7.4	Mettre en place 4 inspections régionales des affaires économiques	IGAE/DAF/DRH					X	X	-	200 000 000	200 000 000	400 000 000
	TOTAL GENERAL								33 138 070 458	72 576 362 824	62 089 257 051	167 803 690 333

**TABEAU RECAPITULATIF DE LA PROGRAMMATION FINANCIERE DU PLAN D'ACTION 2012-2014 DE LA POSICA**

Activités par programme		Programmation financière		
		2012	2013	2014
<b>PROGRAMME 1: INDUSTRIE</b>		<b>13 057 639 083</b>	<b>21 512 202 599</b>	<b>21 698 780 126</b>
Objectif stratégique: Développer une masse critique d'industries compétitives tournées vers la transformation des matières premières locales et exploitantes les technologies émergentes.				
<b>PROGRAMME 2 : COMMERCE</b>		<b>5 835 384 450</b>	<b>7 081 623 300</b>	<b>3 803 120 000</b>
Objectif stratégique : Promouvoir les filières porteuses pour accroître le potentiel commercial internes et externes du Burkina Faso.				
<b>PROGRAMME 3 : ARTISANAT</b>		<b>4 606 170 000</b>	<b>7 197 500 000</b>	<b>8 119 820 000</b>
Objectif stratégique : Développer le secteur de l'artisanat.				
<b>PRORAMM 4 : SECTEUR PRIVE</b>		<b>7 453 941 925</b>	<b>33 968 336 925</b>	<b>24 083 836 925</b>
Objectif stratégique : Créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique.				
<b>PROGRAMME 5 : PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MICA</b>		<b>2 184 935 000</b>	<b>2 816 700 000</b>	<b>4 383 700 000</b>
Objectif stratégique : Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MICA				
<b>TOTAL</b>		<b>33 138 070 458</b>	<b>72 576 362 824</b>	<b>62 089 257 051</b>
				<b>167 803 690 333</b>

## **Annexe 2 : Cadre logique de la politique sectorielle 2011-2020**



## Annexe 2 : Cadre logique de la politique sectorielle 2011-2020 du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA)

<u>Logique d'intervention</u>	<u>Indicateurs de performance</u>	<u>Source de vérification</u>	<u>Hypothèses/risques</u>
<b>Politique sectorielle 2011-2020 du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA)</b>			
<b>Objectif global de la Politique du MICA:</b> Relever les défis de la diversification de l'économie burkinabé (à travers un secteur privé dynamique et compétitif créateur d'emplois et de revenus)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indice de diversification de l'économie</li> <li>- classement doing business.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport INSD</li> <li>- Rapport business doing</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stabilité de l'environnement socio-politique national</li> <li>• Stabilité de l'environnement économique international</li> <li>• Aléas climatiques</li> </ul>
<b>Programmes de la Politique sectorielle 2011-2020 du Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA)</b>			
<b><u>Programme 1 : Industrie</u></b>			
<b>Objectif spécifique 1 de la politique sectorielle du MICA:</b> <i>Développer une industrie intégrée et compétitive</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Indices de compétitivité de l'industrie burkinabé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports mondiale</li> <li>- banque</li> </ul>	Crises socio-économiques
<b>Action 1 :</b> compétitivité des entreprises industrielles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ratio du coût des facteurs de production (énergie, transport, eau, etc...) sur le Chiffre d'affaire ou bénéfice</li> <li>- Part de marché conquis par les produits industriels burkinabé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports rapport BCEAO, rapport d'activités FASONORM</li> <li>- INSD ; douanes, rapport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières</li> <li>- Flambée des coûts des facteurs de production</li> </ul>

<b>Action 2</b> : développement des PME/PMI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'entreprises industrielles fermés par an</li> <li>- Nombre d'unités industrielles dont le démarrage de l'activité est effective</li> <li>- Nombre d'autorisation d'implantation d'unités industrielles délivré</li> <li>- Nombre de PME/PMI dont le bilan s'améliore</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports MEBF</li> <li>- Rapport DGI-DGPE</li> </ul>	- Disponibilité des ressources humaines et financières
	<b>Action 3</b> : mise en place d'infrastructures de soutien à l'industrie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports DGI-DGPE</li> </ul>	- Disponibilité des ressources humaines et financières
	<b>Action 4</b> : Informations et analyses sur l'industrie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports DGI-DGPE</li> </ul>	- Disponibilité des ressources humaines et financières
	<b>Programme 2 : Commerce</b>		
<b>Objectif spécifique 2 de la politique sectorielle du MICA :</b> <i>Promouvoir le potentiel commercial interne et externe du Burkina Faso</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Solde de la balance commerciale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Balance commerciale</li> </ul>	- Disponibilité des ressources humaines et financières
	<b>Action 1</b> : Promotion du commerce extérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Balance commerciale</li> <li>- Rapports d'activités de</li> </ul>	- Disponibilité des ressources humaines et financières

	les exportations (Tc)	I'ONAC-DGCE	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- part des exportations des produits non traditionnels (autre que le coton et l'or non monétaire) dans la valeur des exportations totales</li> </ul>		

<b>Action 2</b> : Participation aux négociations commerciales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- degré d'ouverture (Do) au marché international</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport DGCE</li> </ul>	Disponibilité des ressources humaines et financières
<b>Action 3</b> : Promotion du commerce intérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'infrastructures marchandes construites et fonctionnelles</li> <li>- Nombre de manifestations commerciales liées aux produits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport DGC</li> </ul>	Disponibilité des ressources humaines et financières
<b>Action 4</b> : Régulation de la concurrence	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Degré d'application des textes réglementaires sur la concurrence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités CNCC- IGAE – DGQM</li> </ul>	Disponibilité des ressources humaines et financières
<b>Action 5</b> : Informations et analyses sur le commerce	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de rapports et de publication sur le commerce</li> <li>- Nombre d'opérateurs exploitant le système d'information commerciale mis en place</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités DGCE-DGCI-ONAC-CCIBF</li> </ul>	Disponibilité des ressources humaines et financières
<b>Action 6</b> : Appui à la mise en œuvre du Projet Cadre Intégré Renforcé au Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux d'exécution physique et financière du projet</li> <li>- Nombre de projets de la catégorie 2 montés et financés par le projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités DGCE/UNMOICR</li> </ul>	Disponibilité des ressources humaines et financières

### Programme 3 : Artisanat

<u>Objectif spécifique 3 de la politique sectorielle du MICA : Développer le secteur de l'artisanat</u>	Part contributive du secteur de l'artisanat au PIB	Rapports INSD	Disponibilité des ressources humaines et financières
	- Degré de réglementation et d'organisation du secteur de l'artisanat.	- Rapports d'activités DGA	- Disponibilité des ressources humaines et financières
	- nombre d'artisans enregistrés au registre de la CMA-BF	- Rapports d'activités DGA/CMA-BF	- Disponibilité des ressources humaines et financières
	- Nombre d'OPA restructurés		

<u>Action 3 : Formation des acteurs</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de centres de formation de métier créés</li> <li>- Nombre de de curricula ou de programmes de formation destiné au métier de l'artisanat édités</li> <li>- Nombre d'artisans et d'apprentis formés</li> </ul>	- Rapports d'activités DGA/CMA-BF	- Disponibilité des ressources humaines et financières
<u>Action 4 : Insertion économique des jeunes et des femmes</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de jeunes artisans formés et équipé</li> <li>- Nombre d'unités de production artisanales féminines équipées</li> </ul>	- Rapports d'activités DGA/CMA-BF	- Disponibilité des ressources humaines et financières
<u>Action 5 : financement du secteur</u>	- Taux de financement des activités liées à l'artisanat	- Rapports d'activités DGA/SIAO/CMA-BF	- Disponibilité des ressources humaines et financières

<b>Action 6</b> : Promotion commerciale des produits de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de villages artisanaux construits</li> <li>- Nombre de manifestations de promotion des produits de l'artisanat organisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités DGA/SIAO/CMA-BF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières</li> </ul>
<b>Action 7</b> : Appui aux organismes institutionnels du secteur de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- niveau de performance des structures d'appui à l'artisanat dans la conduite de leur activité d'appui à l'artisanat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités DGA/CMA-BF/SIAO/VAO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières</li> </ul>
<b>Programme 4 : Secteur privé</b>			
<b>Objectif spécifique 4 de la politique sectorielle du MICA :</b> <i>Assurer les conditions favorables d'un développement de l'initiative privée ou créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- part du secteur privé au PIB</li> <li>- niveau d'emplois créés par le secteur privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport INSD</li> <li>- rapport sur l'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières ;</li> </ul>

<b>Action 1</b> : Amélioration de l'environnement des affaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau de classement du Burkina Faso dans le rapport Doing Business</li> <li>- Nombre d'investisseurs étrangers attirés par an</li> <li>- Volume des investissements directs étrangers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités DGI / API ;</li> <li>- Rapports Business Doing</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières</li> </ul>
<b>Action 2</b> : Identification et mise sur le marché des idées de projets	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de projets mis sur le marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières</li> </ul>

<b>Action 3 : Promotion de la propriété industrielle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de titres (brevets, marques, dessins et modèles industrielle, noms commerciaux) de propriété industrielle déposés à l'OAPI</li> <li>- Nombre de produits d'inventions et d'innovations valorisés dans les entreprises industrielles</li> <li>- nombre de séance de formation et de sensibilisation sur la propriété industrielle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités DGPI ;</li> <li>- Rapports OAPI/OMPI</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières</li> </ul>
<b>Action 4 : Renforcement des capacités des structures d'appui au secteur privé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- niveau de performance des structures d'appui à l'artisanat dans la conduite de leur activité d'appui au secteur privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports d'activités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières</li> </ul>
<b>Action 5 : Gouvernance des entreprises</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de fonctionnement régulier des organes de gestion</li> <li>- Taux de croissance de la valeur ajoutée des entreprises publiques et parapubliques</li> </ul>	Rapport d'activités DGPE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières</li> </ul>

<b>Action 6 : Mise en place d'une infrastructure de la qualité (normalisation, métrologie, évaluation de la conformité et accréditation)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'entreprises certifiées ;</li> <li>- Nombre de produits certifiés conformes ;</li> <li>- Nombre de laboratoires accrédités ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Journal officiel ;</li> <li>- Certificats de reconnaissance des structures ;</li> <li>- Site web des organisations de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières ;</li> <li>- Engagement des premiers responsables, implication et appropriation du personnel du système de management de la</li> </ul>
--	--	---	--

			certification et d'accréditation ; - Rapports d'activités.	qualité à mettre en place.
<b>Action 7 :</b> Appui aux organisations professionnelles et patronales	- niveau de performance des organisations professionnelles et patronales dans l'accomplissement de leur mission		- Rapports d'activités.	- Disponibilité des ressources humaines et financières
<b>Programme 5 : Pilotage et soutien aux services du MICA</b>				
<b>Objectif spécifique 1 de la politique sectorielle du MICA :</b> <i>Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MICA</i>	- Nombre de cadres de concertations fonctionnelles - Taux d'exécution des programmes - Taux d'équipement des personnels - Niveau de performance de fonctionnement des structures	- Rapport du cadre de mesure des performances des structures - Etat d'exécution de la lettre de mission	- Disponibilité des ressources humaines et financières requises - Adhésion du personnel et alignement des structures du MICA	
<b>Action 1 :</b> Coordination et pilotage	- niveau de performance du dispositif de pilotage et de coordination des actions du ministère - Nombre de sessions du comité de pilotage tenues /nombre prévu	- Rapport d'activités - Etat d'exécution de la lettre de mission	Disponibilité des ressources humaines et financières requises	
<b>Action 2 :</b> Gestion des ressources financières et matérielles	- taux d'exécution du budget affecté au département - Degré de couverture des besoins en matériel des structures	- Rapport d'exécution du budget du MICA - Rapport annuel d'exécution du Plan de Passation Marchés	Disponibilité des ressources humaines et financières requises	

<b>Action 3 : Gestion des ressources humaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'agents du MICA formés</li> <li>- Niveau d'adéquation profil/emploi</li> <li>- Taux d'occupation des postes de travail</li> <li>- Indice de satisfaction du personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiches de postes de satisfaction</li> <li>- Répertoire des postes de travail</li> <li>- Rapport du Plan global de formation des agents du MICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières requises</li> <li>- Adhésion du personnel et alignement des structures du MICA</li> </ul>
<b>Action 4 : Communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de couverture médiatique des activités,</li> <li>- Accès du public aux informations actualisées sur le MICA et le secteur privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sites WEB du MICA</li> <li>- Journaux, Programmes des chaînes de télévision et des radios diffusion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières requises</li> </ul>
<b>Action 5 : Planification et suivi évaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de rapports de suivi-évaluation produits.</li> <li>- Fonctionnement régulier des groupes de techniques de la POSICA (nombre de réunions tenues / nombre prévu, nombre de rapports produits / nombre prévu)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de suivi-évaluation</li> <li>- Rapport d'exécution de la politique</li> <li>- Rapport des sessions du Cp</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières requises</li> </ul>
<b>Action 6 : Archivage et documentation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau d'organisation et d'archivage des archives et documents du département</li> </ul>	Rapport d'archivage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières requises</li> </ul>
<b>Action 7 : Déconcentration des services du MICA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de structures déconcentrées du MICA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organigramme des structures</li> <li>- Rapport d'activité des structures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des ressources humaines et financières requises</li> <li>- Adhésion des collectivités territoriales décentralisées</li> </ul>